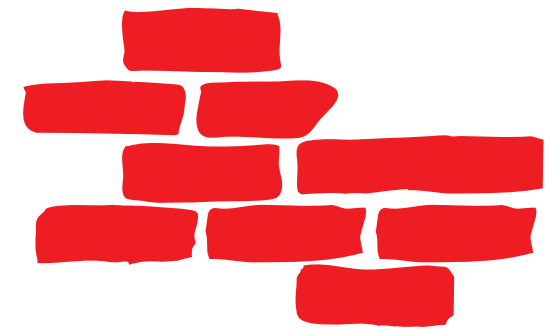


***l'Anti*capitaliste**

n°562 | 1er avril 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



Macronavirus
A quand la fin?



LEUR BILAN :

UNE CATASTROPHE SANITAIRE ET SOCIALE

Dossier

Lieux culturels occupés,
un mouvement qui
s'ancre dans la durée

Pages 6 et 7

ÉDITO

Proétaires de tous les pays...
Page 2

PREMIER PLAN

Racisme. De Macron à l'extrême
droite: un nouveau «front
républicain»?

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Biden et la question
de l'immigration

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Après plus de 100 jours, les
paysanEs poursuivent leurs
protestations en Inde Page 12



Par OLIVIER BELIN

Prolétaires de tous les pays...

Il n'y a pas de mots pour qualifier la sauvagerie répressive de la junte militaire qui a pris le pouvoir en Birmanie. En deux mois, près de 500 morts. Cent morts pour la seule journée du samedi 27 mars. Des dizaines de villes du pays ne sont plus des lieux de manifestations mais des champs de bataille. La jeunesse étudiante et ouvrière s'est soulevée contre le putsch pour défendre les quelques droits démocratiques acquis depuis une dizaine d'années : légalisation des syndicats, droit du travail quelque peu protecteur (en particulier du travail des enfants), instauration d'un SMIC journalier (au montant certes dérisoire de 2,50 dollars). Depuis 2016, l'ancienne opposante Aung San Suu Kyi (de la Ligue nationale pour la démocratie), dirigeait le gouvernement mais l'armée continuait à sévir. Le chef de la junte putschiste a orchestré en 2017 le massacre de la minorité Rohingyas, rasant des villages et poussant 800 000 personnes à l'exil vers le Bangladesh voisin. L'ouverture démocratique, toute relative, a néanmoins vu affluer dans le pays des capitaux étrangers et une explosion industrielle : 140 000 salariéEs dans l'industrie textile en 2013 et 1,5 million aujourd'hui ; 900 millions de dollars de rentrées d'exportations textiles en 2012 et 5 milliards aujourd'hui. Ce sont des ouvrières très jeunes mais aussi des hospitalierEs, des cheminotEs, qui sont aux premiers rangs de ces manifestations et grèves de « désobéissance civile ». En face, l'armée birmane garde ses positions fortes dans l'économie. Il y a aussi de nombreux patrons chinois. Mais les gros des commanditaires et clients – et profiteurs – sont de grandes enseignes internationales, dont européennes. Dont Total toujours présent – qui en 1995 recourait au travail forcé, sous contrôle de l'armée, pour la construction de ses pipe-lines. Aux faits de guerre des putschistes birmans, les chefs des grandes puissances opposent des protestations platoniques. Ne parlons pas des dirigeants russes et chinois qui soutiennent l'armée birmane. Les uns et les autres, de toute façon, n'ont pour souci que la meilleure marche de leurs affaires. Du côté des anticapitalistes révolutionnaires, c'est la question lancinante – dans cette arène mondialisée de la lutte de classe – de faire revivre une solidarité internationale active des travailleurEs.

BIEN DIT

En France, il y a cette idée de préserver l'économie en restant ouvert aussi longtemps que possible. C'est comme rouler en voiture vers un mur et affirmer qu'en freinant le plus tard possible on gagnera du temps. Vous perdez sur tous les tableaux : économique et sanitaire. Vous avez les morts et la crise.

DEVI SRIDHAR (professeure de santé publique à l'université d'Edimbourg), *lemonde.fr*, 24 mars 2021.

À la Une

Leur bilan : une catastrophe sanitaire et sociale

Alors que l'épidémie flambe, Macron a déclaré le jeudi 25 mars qu'il n'a « aucun mea culpa à faire, ni aucun remords ni aucun constat d'échec », et qu'il a « eu raison de ne pas reconfiner la France ». Peu lui importe que son interprétation de l'évolution de la pandémie soit contestée par la plupart des scientifiques et que le nombre de contaminations mortifères s'amplifie.

Alors que le monarque refuse de reconnaître la moindre erreur, Véran, son ministre de la Santé, a dû admettre que « la tendance est presque partout à l'accélération de l'épidémie ». Les chiffres montrent en effet que la situation sanitaire se dégrade un peu partout en France. Les épidémiologistes avaient prévenu depuis des semaines de la diffusion importante du variant anglais. L'organisme officiel Santé publique France (SPF) faisait part de la dégradation de l'ensemble des indicateurs et annonçait que le pays allait être confronté à une troisième vague. Dans les hôpitaux, l'inquiétude montait aussi, les taux d'hospitalisation et d'admission en soins critiques qui avaient diminué chez les personnes de 75 ans et plus, traduisant l'impact du niveau de couverture vaccinale dans ce groupe d'âge, ont commencé à augmenter dès la mi-mars.

Depuis le début de la pandémie, une gestion meurtrière

Un rapport rédigé par des parlementaires entre mars et décembre 2020 dénonçait un manque d'anticipation et une « gestion chaotique » de la crise, notamment le manque considérable de masques, la baisse des stocks depuis 2012 qui « semble s'être opérée dans l'indifférence ou l'ignorance du pouvoir politique » et les retards pris dès le début de la crise malgré la gravité de la situation en Italie. À la date du premier confinement (17 mars), seulement 13 000 tests avaient été effectués, soit 20 fois moins qu'en Allemagne (250 000). Ça ne s'améliore pas pendant le confinement : 547 000 tests en France et 2,9 millions en Allemagne. Pour tenter de se justifier, le gouvernement a émis des contre-vérités sur l'inutilité des masques, des tests. La politique de vaccination sera à



l'identique un fiasco qu'il tentera de cacher par des mensonges !. À l'automne, Macron, qui conditionnait auparavant la fin du deuxième confinement à 5 000 cas de contaminations par jour décide de le lever le 15 décembre et de le remplacer par un couvre-feu alors qu'en France 11 532 nouveaux cas de contamination en 24 heures sont enregistrés. Durant la journée, il n'y a plus de restrictions des déplacements pour aller travailler et s'entasser dans les transports mais la population est privée de la plupart des loisirs avec la fermeture des cinémas, théâtres, musées, enceintes sportives, restaurants...

Indicateurs au rouge

Pour Jupiter tout va bien, il altère la réalité qu'il veut conforme à sa vision de la situation. Il ne pouvait certainement pas ignorer le rapport épidémiologique de SPF publié le 25 mars 2021, le même jour que son discours sans mea culpa. La semaine du 15 au 21 mars 2021 il y a eu 209 839 nouveaux cas de Covid-19 contre 179 556 la semaine précédente, soit une hausse de 17 %. Le taux d'incidence national (nombre de

personnes testées positives) connaît aussi une augmentation importante, passant de 268 cas pour 100 000 habitantEs la semaine précédente à 313. Pas de fermetures non plus dans les écoles alors que les chiffres auraient dû inquiéter le gouvernement. Les scolaires de moins de 18 ans représentent 18 % des tests positifs. Le rapport de SPF constate que le coronavirus circule de manière accrue au collège et au lycée : 431 cas positifs pour 100 000 personnes chez les 15-17 ans et 350 chez les 11-14 ans. Mais pour le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, interrogé sur la fermeture des écoles : « Tout notre travail consiste à éviter cette hypothèse, même si elle reste concevable en cas de nécessité absolue. L'école reste essentielle pour nos enfants ». Il a annoncé le vendredi 26 mars un protocole renforcé dans les établissements scolaires de tous niveaux situés dans les 19 départements sous « mesures de freinage renforcé », mais s'est refusé à fermer les écoles, dont le rôle dans la propagation du virus est sous-estimé selon plusieurs scientifiques et selon les personnels de plus en plus mobilisés (lire page 8).

Des comptes à rendre

À l'hôpital, les indicateurs continuent de se dégrader. Entre le 15 et 21 mars une nouvelle hausse des hospitalisations est à déplorer : 10 881 contre 9 777 la semaine précédente. Pour ces mêmes dates, le taux d'hospitalisation des plus de 75 ans qui avait nettement diminué auparavant augmente à nouveau. La pression en services de réanimation s'accroît avec 411 nouvelles admissions contre 2251, soit + 7 %. Il y a désormais plus de 4 700 malades du Covid-19 occupant les services de réanimation. Le nombre de décès a augmenté : 1 789 contre 1 727, soit + 4 %. Le virus circule aussi sur les lieux de travail où il faut souvent déplorer des morts de collègues, par exemple dans l'automobile, Toyota à Onnaing (département du Nord) où toute l'usine est en train de devenir un cluster : 58 ouvriers ont été renvoyés ou maintenus chez eux pour suspicion ou cas Covid et ils doivent subir des pertes sur les salaires et les primes. À l'usine PSA de Poissy, qui compte plus de 35 000 salariéEs il y eu 20 cas contacts depuis le début de la pandémie, 45 cas de Covid, (trente selon la direction qui refuse de prendre en compte les intérimaires et sous-traitants) et trois décès. Le pire est sur le point d'arriver. Faute de place, il est maintenant question d'installer des tentes devant les hôpitaux, et les soignantEs vont être obligés de trier entre les patients qu'ils pourront prendre en charge et ceux qu'ils laisseront mourir. Ce n'était pas une fatalité, les responsables politiques de gauche et de droite qui ont démantelé l'hôpital public depuis des années, et qui continuent à le démolir, devront rendre des comptes.

S. Bernard

1 – Lire l'article de Gérard Chaouat : « Retour sur la faillite vaccinale » dans *l'Anticapitaliste* n°561 du 25 mars 2021.

RACISME De Macron à l'extrême droite : un nouveau « front républicain » ?

Le jeudi 25 mars, une dizaine de nervis de l'Action française pénétraient en force dans le Conseil régional d'Occitanie, brandissant une banderole contre les « islamo-gauchistes », qualifiés de « traîtres à la France ». Rien d'étonnant, malheureusement, à ce que les fachos, dans un contexte de campagne permanente contre les antiracistes, nourrie d'islamophobie, se sentent pousser des ailes, tant leurs thèses et leur vocabulaire sont repris aux plus hauts sommets de l'État.

L'UNEF ? « Racialiste ». Europe Écologie les Verts ? « Complices des islamistes ». Le Comité Adama ? « Séparatiste ». Audrey Pulvar ? « Raciste ». Sud-Éducation ? « La lutte des races en salle des profs ». Marwan Muhammad ? « Islamiste ». La liste des accusations portées contre diverses organisations et personnalités au cours des derniers jours n'est

malheureusement pas exhaustive, et confirme ce que nous avons répété au cours des derniers mois : l'examen du projet de loi « séparatisme » et les discours islamophobes qui l'accompagnent ont ouvert grand les vannes de la stigmatisation des musulmanEs et de l'ensemble de celles et ceux, quand bien même ils et elles ne seraient pas très radicaux, qui refusent l'hystérie raciste ambiante.

Un spectre qui s'élargit

À coups de campagnes ciblées, souvent lancées par le gouvernement lui-même, sur lesquelles la droite et l'extrême droite se font un plaisir de surenchérir, à grands renforts d'amalgames, de calomnies et de mensonges, c'est à un véritable déferlement que l'on assiste, qui ne semble devoir épargner personne – du moins du côté de celles et ceux

qui n'ont pas complètement renoncé. Nous le disions à propos de la « polémique » sur l'« islamo-gauchisme » : le terme n'est pas un outil d'analyse ou de description du réel, mais une arme de disqualification massive au contenu suffisamment flou pour pouvoir englober toutes celles et tous ceux qui refusent le consensus raciste ambiant et/ou « osent » revendiquer leur opposition à l'islamophobie. De semaine en semaine, le spectre des « islamo-gauchistes » et autres « séparatistes » semble ainsi s'élargir inexorablement. Celles et ceux qui se sont tus lors de la dissolution du CCIF et qui ont refusé de participer aux mobilisations contre la loi « séparatisme » en sont pour leurs frais : nombre d'entre eux sont aujourd'hui désormais dans le viseur, y compris du côté du PS et du PCF, qui ne manquent pourtant pas de rappeler à chacune de leurs apparitions médiatiques qu'ils n'ont rien à

Un monde à changer

MACRON, FLEUVE DE LA PENSÉE (BOURGEOISE)? Le dictateur roumain Ceausescu aimait, dans les années 1970, être qualifié de «*génie des Carpates*» et de «*Danube de la pensée*». Sans vouloir pousser trop loin l'analogie, il y a là quelque chose qui fait penser aux courtisans autour de Macron jamais en panne d'idées pour vanter l'intelligence présidentielle. On avait déjà eu droit à Macron «*philosophe*» sous prétexte de ses relations passées avec le philosophe Paul Ricoeur et de sa capacité à glisser des citations dans ses discours. Certains se sont lancés dans l'exégèse d'une pensée supposée profonde qui serait à l'arrière-plan de ses décisions politiques. En 2017, le site de France Culture présentant le livre d'un de ses anciens collaborateurs précisément intitulé *Macron, un président philosophe* parle d'un «*homme qui, avant de partir à la conquête du pouvoir, s'est doté de fondations d'une rare solidité, d'une "boîte à outils conceptuelle" bien plus performante que celle de ses rivaux.*»

Ce verbiage masque mal la vérité: les idées présidentielles correspondent à la pensée moyenne enseignée à l'ENA et à la doctrine néolibérale. Macron ne se distingue de ses rivaux et prédécesseurs que par sa capacité à défendre avec aplomb des «*vérités*» successives et son mépris affiché des «*derniers de cordée*». Le fond de sa pensée économique pourrait se résumer à: «*Les pauvres ne cherchent pas de travail car ils sont trop aidés, les riches sont*

découragés car ils paient trop d'impôts». Et ce programme est mis en œuvre avec ténacité, de la réforme des allocations chômage et de l'allocation logement à la baisse des impôts des riches et des sociétés.

Maintenant est venu le temps du «*président épidémiologiste*». «*Le président a acquis une vraie expertise sur les sujets sanitaires, explique ainsi le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. Ce n'est pas un sujet inaccessible pour une intelligence comme la sienne et au regard du temps important qu'il y consacre depuis plusieurs mois.*» Et un autre courtisan (le président de l'Assemblée) ne craint pas d'assurer: «*Un jour, il pourra briguer l'agrégation d'immunologie*». Ce genre d'affirmations suscite l'ironie des vrais épidémiologistes mais rien ne brise l'arrogance de Macron malgré la tourmente dramatique de l'épidémie.

Tout cela nous ramène à une vérité nécessaire énoncée il y a 150 ans dans l'appel du Comité central de la Garde nationale avant les élections à la Commune de Paris: «*Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous servent le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus; les uns comme les autres ne considèrent que leurs propres intérêts et finissent toujours par se considérer comme indispensables*».

JEUNESSE Quand le gouvernement fait semblant de s'occuper des jeunes

Pour le service communication du gouvernement, c'est du pain béni. Non seulement il profite d'un temps de parole pour diffuser ses idées mais en plus il se donne une image sympathique et décontractée. Après tout, qui n'aime pas un bon concours d'anecdotes? Surtout, ces moments sur les réseaux offrent le privilège de ne pas être confronté à une opposition. Entre des youtubeurEs pas étudiantEs et des syndicalistes étudiantEs, leur choix est vite fait. Le gouvernement s'applique à ne pas donner la parole aux syndicats étudiants qui ont pourtant la connaissance de la réalité du quotidien et portent aussi avec eux l'histoire des luttes étudiantes et se rappellent des promesses non tenues quant à une – très – prochaine augmentation des bourses.

Pourquoi donc les influenceurEs acceptent-ils?

Premièrement, c'est du plus bel effet de faire une vidéo avec le président (rareté, et novateur). C'est la caution assurée pour générer un maximum de vues (et c'est bien pour l'algorithme). En outre, ces influenceurEs sont en harmonie avec la politique du gouvernement, et cela ne les dérange donc pas d'associer leur popularité

Depuis quelques mois le gouvernement veut paraître cool auprès des jeunes. Et quoi de mieux pour cela que d'apparaître aux côtés d'influenceurEs populaires auprès des jeunes, tels que le duo McFly et Carlito, ou encore de s'essayer à Twitch?



à une telle entité auprès de leur communauté. La limite avec la propagande est tenue...

Parmi la flopée d'influenceurEs qui ont accepté de collaborer, certains vont encore plus loin: McFly et Carlito ont reversé toute la somme engrangée lors de la vidéo avec Macron au regroupement étudiant de droite/macroniste la FAGE. Cette dernière défend notamment la sélection sociale dans les universités, et a voté en faveur de la suppression des compensations à l'université...

Bien sûr il est possible de penser que touTEs ces influenceurEs sont au total bien éloignés des réalités matérielles et politiques et qu'ils et elles ne pensaient pas à mal, mais plutôt à remplir leur objectif de divertissement. Cependant, au vu de l'orientation du contenu de leurs vidéos, du temps qu'ils y consacrent et du professionnalisme auxquels ils et elles sont tenus, en particulier à l'égard d'une audience jeune, on ne peut pas croire que ce soit innocent.

Ne tombons pas dans les pièges du gouvernement

Que fait le gouvernement pour les jeunes? Peu, trop peu.

- Les bourses pour les étudiantEs n'ont toujours pas été augmentées malgré une précarité toujours plus importante;
- La demande d'aide alimentaire étudiante persiste;
- La détresse psychologiques des jeunes et étudiantEs n'est pas prise en compte;
- Dans de nombreux CROUS le nombre de repas à 1 euro est insuffisant au vu du nombre d'étudiantEs;
- Les étudiantEs de L2, L3 et Master ne sont toujours pas revenus à l'université en dépit de leurs demandes répétées;
- Les masques, bien qu'obligatoires, ne sont toujours pas gratuits. C'est en recréant du lien social et en s'organisant que nous arriverons à nous en sortir collectivement, alors que l'objectif de Macron est la présidentielle 2022, où les jeunes sont habituellement abstentionnistes. La jeunesse n'a rien à attendre d'une politique pour les riches faite par les riches!

NPA-jeunes Haute-Garonne

voir avec toute cette histoire et sont profondément attachés aux «valeurs républicaines».

À front renversé

On le sait, la Macronie est en campagne pour 2022 et a décidé de se placer dans un tête-à-tête avec le Rassemblement national. Pour ce faire, députés et ministres LREM n'hésitent pas à reprendre à leur compte les thématiques de l'extrême droite, quitte à dénoncer, comme Gérard Darmanin, la «mollesse» de Marine Le Pen. Et c'est ainsi que se produit une reconfiguration du débat public et du champ politique, dont on mesure chaque jour la dangerosité, par laquelle une nouvelle forme de «front républicain» semble se constituer. Un front renversé, pourrait-on dire, puisque l'on est passé en 20 ans du «front républicain» contre Le Pen (père) lors de la présidentielle de 2002 à un «front républicain»

avec Le Pen (fille) contre les «séparatistes», «racialistes», «islamo-gauchistes» et autres ennemiEs de leur «république» raciste, autoritaire et antisociale.

Difficile ainsi, ces derniers jours, de faire la distinction entre les déclarations de LREM, des Républicains et du RN concernant l'UNEF ou la mairie EÉLV de Strasbourg. L'Action française peut quant à elle tranquillement reprendre à son compte les propos de la ministre Frédérique Vidal sur l'«islamo-gauchisme» pour justifier son intrusion au Conseil régional d'Occitanie, à propos de laquelle le gouvernement ne s'est guère insurgé – on n'ose imaginer ce qui se serait passé si cette action avait été menée par un groupe antiraciste...

Face à cette dangereuse reconfiguration, il n'est certes pas trop tard, mais il y a urgence: à ne rien céder face à la déferlante en cours, à construire les nécessaires digues

avec toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas face à la perspective du pire, à faire vivre les solidarités

et la perspective d'un autre monde face au désastre en cours.
Julien Salingue



CHARMAG

Le chiffre

535

C'est le nombre de «*Morts de la rue*», selon le bilan annuel du collectif du même nom, qui leur a rendu hommage le 30 mars. Le collectif précise que «*le recensement 2020 est probablement plus incomplet que les autres années en raison des difficultés de remontées d'information liées à la pandémie de Covid-19*». Et pendant ce temps-là, les spéculateurs de l'immobilier spéculent et les pouvoirs publics regardent.



Agenda

Vendredi 2 avril, les vendredis de la colère contre l'assurance chômage.

Samedi 3 avril, manifestation antifasciste, Lyon. À 14h place des Terreaux contre les violences d'extrême droite et pour la fermeture des locaux fascistes!

Mercredi 7 avril, piquet de la solidarité pour Mumia Abu-Jamal, Strasbourg. À 16h30 devant le consulat américain, 15, avenue d'Alsace à Strasbourg.

Mardi 6 avril, mobilisation dans la fonction publique pour les salaires, l'emploi, les missions publiques.

Jeudi 8 avril, journée de grève et manifestations des personnelEs de santé, sociaux et AESH.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

J'en ai un peu assez de ces professionnels de la manif. C'est en réalité une opposition politique et c'est un peu une opposition systématique. On a l'impression que quoi que fasse le président de la République, quoi que fasse le gouvernement, quoi que fassent les députés à l'Assemblée nationale, ça ne sera jamais assez en matière d'écologie.

FRANÇOIS DE RUGY, France Info, 28 mars 2021

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ALLEMAGNE Un pas en avant, deux pas en arrière

Comme ailleurs, l'accalmie sanitaire en Allemagne n'aura duré que quelques semaines. Alors que le gouvernement commençait déjà à se féliciter du recul des cas sans avoir eu recours au confinement « dur », et laissait miroiter une réouverture complète des écoles et des assouplissements pour les bars et restaurants, les chiffres montent en flèche depuis deux semaines.

Lundi 22 mars, le gouvernement allemand annonçait le « confinement le plus strict depuis le début de la pandémie », notamment pour le week-end de Pâques. Le début d'un feuillet de plusieurs jours riche en rebondissements.



Wikimedia Commons

Avancer pour mieux reculer ?

Les critiques ont fusé de tous bords : patrons s'inquiétant du manque à gagner, régions mécontentes de n'être pas consultées, épidémiologistes craignant une ruée sur les supermarchés qui ne devaient ouvrir qu'un jour, églises vexées de ne pas pouvoir rassembler leurs agneaux pour la messe de Pâques... Un jour après l'annonce, la présidente des constructeurs automobiles exprimait la crainte du patronat allemand face aux conséquences néfastes d'un confinement strict sur les profits, en marge du « sommet de l'automobile ». Le mercredi 24 mars, changement de cap : après une nouvelle rencontre entre responsables fédéraux et régionaux, Angela Merkel demandait « pardon » aux Allemands, et retirait l'énorme majorité des mesures prévues.

Retour à la normale, donc, alors que depuis le début de la pandémie, le gouvernement fédéral délègue les décisions aux échelons régionaux, où les notables peuvent choisir : tenter de se mettre en avant par une « bonne » gestion de crise, ou déléguer à nouveau à une échelle locale. Dans la Ruhr, le potentiel candidat à la prochaine présidentielle, Armin Laschet, a annoncé ne pas vouloir appliquer de nouvelles mesures. En Sarre on planifie la fin du confinement en pleine montée de la troisième vague. Ces tergiversations et la campagne vaccinale bancale (pas aidée par la suspension temporaire des vaccins Astra Zeneca) pourraient revitaliser les manifs anti-confinement où s'affiche l'extrême droite : le samedi 20 mars, 20 000 personnes manifestaient à Kassel et s'affrontaient à la police, après une « accalmie » de plusieurs semaines.

Les urnes en ligne de mire

La danse politicienne a du mal à tenir les deux bouts de cette année 2021, car il ne s'agit pas seulement de l'An II du Covid, il s'agit aussi d'une année « super-électorale », avec plusieurs élections régionales et les législatives à la clé, en septembre, qui in fine décident du chancelier ou de la chancelière et de la composition du gouvernement fédéral. Le parti démocrate-chrétien de Merkel s'est vu infliger une claque aux deux premières élections régionales. Ce sont les Verts qui ont le vent en poupe, raflant notamment 32% des voix en Bade-Wurtemberg, où ils ont su se montrer les fidèles défenseurs des patrons de l'automobile ces dernières années. Assez pour avoir l'ambition de reléguer la CDU au rôle de partenaire « junior » dans la probable coalition écolo-conservatrice... Le scénario le plus probable qui s'annonce ! Pas besoin de regarder de l'autre côté des Alpes, où les Verts autrichiens gèrent la pandémie en coalition avec les conservateurs de la bonne vieille droite, pour réaliser que ce n'est pas là que les classes populaires trouveront des perspectives...
Dima Rüger

ÉTATS-UNIS Biden et la question de l'immigration

Comment les États-Unis devraient-ils répondre à la question de l'immigration ? La question sépare les Républicains des Démocrates et les progressistes des socialistes. Le problème a alimenté la montée au pouvoir de l'ancien président Donald Trump et a également contribué à sa chute.

Pour le moment, c'est une question politique brûlante, au centre de la première conférence de presse du président Joseph Biden, et le prétexte à l'envoi de délégations d'élus républicains à la frontière. Au centre même du problème se trouvent les enfants migrants, mineurs non accompagnés : près de 10 000 sont arrivés aux États-Unis en février et 18 000 sont actuellement en détention.

Des flux très importants

Trump a pratiquement démantelé le système étatsunien d'immigration tout en renforçant la patrouille frontalière et en mobilisant les services d'immigration et de douane (ICE) pour arrêter et expulser les immigrantEs sans papiers. Il a séparé les enfants de leurs familles et les a mis en cage, choquant la plupart des Américains. Mais avant lui, le président Barack Obama avait gagné la réputation de « déporteur en chef » pour avoir expulsé plus d'immigrantEs que n'importe quel autre président. Les Démocrates ont généralement soutenu un système d'immigration réglementé, un programme de travailleurEs invités et une voie vers la citoyenneté pour les immigrants sans papiers. La plupart des politiciens républicains et démocrates, y compris Sanders, soutiennent que l'immigration doit être restreinte et réglementée parce que les immigrantEs se disputent les emplois et



Wikimedia Commons

acceptent des salaires inférieurs. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) ont appelé à des « frontières ouvertes », bien que cette revendication trouve peu ou pas de réponse positive dans les cercles progressistes.

Aucun autre pays n'a un afflux d'immigrantEs aussi important. En 2018, la population étatsunienne née à l'étranger a atteint un record de 44,8 millions, soit 13,7% de la population totale, le chiffre le plus élevé depuis les années 1880. Environ 77% de toutes les immigrantEs sont légales, la plupart venant du Mexique, de Chine et d'Inde, d'autres d'Amérique centrale. Les 23% qui n'ont pas de documents peuvent faire l'objet d'arrestations et d'expulsions. Chaque année, un million

d'immigrantEs entrent légalement, environ 400 000 sont appréhendés à la frontière, tandis que des dizaines de milliers d'autres entrent sans papiers. Il y avait 10,7 millions d'immigrantEs sans papiers aux États-Unis en 2017, soit 3,2% de la population.

Deux projets de lois

Avec l'élection de Biden, qui en tant que candidat avait parlé d'une politique d'immigration « plus humaine », les immigrantEs ont immédiatement afflué vers la frontière. À l'heure actuelle, en raison de la pandémie de coronavirus, Biden a demandé que les migrantEs ne viennent pas et qu'ils et elles ne soient pas admis, mais fuyant la violence politique ou criminelle et la pauvreté abjecte,

KURDES EN FRANCE Erdogan ordonne, Macron exécute

Peux-tu nous donner des précisions sur cette opération de police et nous dire comment vous interprétez cette action du gouvernement français ?

Les militants kurdes interpellés ont été placés en garde à vue dans le cadre de participation à une « association de malfaiteurs en lien avec une organisation terroriste » et présentés au juge d'instruction de Paris. À ce jour (samedi 27 mars), trois ont été libérés et mis sous contrôle judiciaire. Les autres sont toujours écroués.

Il faut préciser qu'aucune preuve de leurs prétendues « activités terroristes » n'a bien sûr été apportée, et que la seule chose qu'on semble leur reprocher est leur militantisme kurde et leur dénonciation du régime d'Ankara et son implication militaire, financière et politique dans le soutien à Daech. Notre action dérange le gouvernement français, parce que le régime d'Erdogan marche ses relations avec l'Union européenne. Ça fait quelques mois que des tensions se font jour entre l'UE et la Turquie au sujet de la Méditerranée orientale et la Libye... Beaucoup de djihadistes y ont été envoyés sous les ordres du régime turc. Pour obtenir un rappel de ces djihadistes, il a fallu donner des contreparties à Erdogan, qui exigeait notamment une opération

Mardi 23 mars, une opération de police avait lieu en France et plus particulièrement à Marseille, contre des militants kurdes en lutte contre le régime Erdogan. Des perquisitions au local du Centre démocratique kurde de Marseille et au domicile de militants kurdes, se sont soldées par l'arrestation de huit d'entre eux. Dans le même temps, trois autres militants étaient interpellés en Île-de-France et un à Draguignan. Entretien avec **Salih Azad**, responsable du Centre démocratique kurde de Marseille.

de police de la part de la France contre ses opposants kurdes.

Dans cette affaire, la police s'est appuyée une fois encore sur la qualification du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) comme organisation terroriste. Comment répondez-vous à ça ?

La Cour européenne de justice, par un arrêté de novembre 2020, a estimé que rien ne motivait l'inscription du PKK sur la liste des organisations terroristes. Parallèlement, en Belgique, la Cour de cassation est allée dans le même sens. Ce que nous demandons est que l'UE et les États qui en sont membres respectent cette décision de leurs propres juridictions ! Le PKK est une organisation de résistance à l'oppression et non pas « terroriste ». Ce sont ceux contre lesquels il se bat qui sont les terroristes. Nous soutenons la campagne du CSK 13 (Collectif Solidarité Kurdistan 13) : « PKK = résistants, pas terroristes ! »

Comment expliques-tu cette attitude de l'Union européenne ?

Le poids des relations économiques et stratégiques de l'UE avec la Turquie pèse très lourd. On ne se désolidarise pas comme ça d'un allié ! Et certains dans l'UE voient encore en Erdogan un rempart contre l'islamisme radical, ce en quoi ils commettent une grave erreur.

En France, le terme « résistants » est toujours chargé d'un contenu plutôt positif, et les nazis tenaient le même discours qu'Erdogan en les assimilant à des terroristes... Discours souvent partagé par les régimes oppresseurs...

Tout à fait. La campagne du CSK 13 exige le respect de l'arrêté de la Cour européenne de justice. Mais le combat des Kurdes gêne beaucoup les puissants car il est porteur de valeurs qui sont aussi les vôtres : socialisme, féminisme, internationalisme, démocratie, tolérance religieuse...

beaucoup pensent qu'ils et elles n'ont pas le choix.

Lorsque des familles désespérées atteignent la frontière, elles envoient parfois leurs enfants seuls à travers la ligne, sachant qu'ils ne peuvent pas être expulsés et qu'ils seront envoyés vivre avec des parents aux États-Unis. Cela a conduit à une forte augmentation du nombre de mineurEs non accompagnés, des nourrissons et des tout-petits aux adolescentEs, qui sont détenus à la frontière dans des établissements surpeuplés malsains et dangereux. Les Républicains affirment que Biden a provoqué une « invasion » d'immigrantEs.

Beaucoup de ces migrantEs viennent d'Amérique centrale et du Mexique. La première région a été dévastée par le soutien américain aux gouvernements de droite dans les guerres civiles des années 1980 et du début des années 1990. Quant au Mexique, il souffre toujours de l'Accord de libre-échange nord-américain de 1994, qui a transformé l'économie mexicaine sans créer les emplois adéquats. Dans les deux régions, les cartels de la drogue et les gangs criminels ont rendu la vie insupportable à beaucoup. Et désormais, le changement climatique y a créé de nouveaux problèmes pour les agriculteurEs.

La semaine dernière, à la demande pressante de Biden, la Chambre des représentants a adopté deux projets de loi, l'un établissant des voies vers la citoyenneté, tandis que l'autre offre un statut juridique à des millions d'immigrantEs sans papiers. Il n'est pas certain que ces textes passent au Sénat. Si ces réformes méritent un soutien critique, elles ne mettent pas fin aux inégalités du capitalisme ou à la violence de l'impérialisme qui alimentent les migrations forcées, et elles ne libèrent pas non plus les immigréEs de l'exploitation.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

De plus les Kurdes sont parmi les très rares alliés de l'humanité progressiste dans cette région du monde... et au-delà. Le Kurdistan est entouré de régimes dictatoriaux et rétrogrades (Iran, Qatar, Arabie saoudite, Turquie...). Pour cela aussi, ils gênent beaucoup de monde.

Est-ce que, selon toi, cette répression policière (française) va avoir un effet sur la lutte du peuple kurde ?

Oui, je pense que cette affaire va donner un nouvel élan à la solidarité envers un peuple opprimé, qui a tant donné dans son combat contre l'obscurantisme fasciste de Daech. Depuis mardi, mon téléphone n'arrête pas de sonner pour m'apporter des témoignages de solidarité et d'encouragement pour notre lutte. Il est temps de renforcer cette prise de conscience qui ne peut qu'être bénéfique à notre cause qui est celle de tous les peuples opprimés.
Propos recueillis par Jean-Marie Battini

TURQUIE Droits des femmes : le retrait de la Convention d'Istanbul n'est que le sommet de l'iceberg

La décision elle-même est une violation de la Constitution, car le retrait de la Turquie d'une convention internationale, qui avait été acceptée à l'unanimité par le Parlement, ne peut être légalement décidé par une seule personne. Cette décision scandaleuse, prise par le président d'un pays où la violence contre les femmes et les LGBTI ne cesse d'augmenter, n'est pas isolée.

«Protéger les valeurs familiales turques et musulmanes»

Le pouvoir islamiste-nationaliste mène des attaques incessantes contre tout cadre juridique national et international garantissant une protection aux millions de femmes en Turquie sous prétexte de «protéger les valeurs familiales turques et musulmanes». Bien entendu, les femmes sont conscientes du fait que l'égalité entre les sexes ne peut être réalisée seulement en adoptant certaines lois et en signant certaines conventions ; le vrai changement ne peut se réaliser sans viser toutes sortes d'inégalités dans toutes les sphères de la vie. Le mouvement féministe et la lutte pour l'égalité des sexes en Turquie n'ont pas commencé avec la Convention d'Istanbul et ne s'arrêteront pas avec ce retrait inacceptable pour des millions de femmes, qui se rassemblent et défilent dans toute la Turquie malgré la brutalité policière.

Il ne fait aucun doute que le pouvoir ne s'arrêtera pas avec la Convention d'Istanbul. Il y avait de nombreux signes avant... La transformation du ministère des Affaires féminines en ministère de la Famille et des Politiques

La décision présidentielle du 20 mars, à minuit, déclarant que «la Turquie s'est retirée de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique», communément appelée Convention d'Istanbul, a mis à nouveau la Turquie dans l'actualité internationale.



sociales en 2012 et l'attaque contre le droit des femmes à l'avortement (ils n'ont pas réussi à abolir la loi, mais de sérieuses limitations ont été apportées aux possibilités d'accès à l'avortement) la même année ont été deux étapes très importantes. Un autre exemple a été la création de la Commission d'enquête sur les divorces à l'Assemblée nationale en 2015 ; ce qu'ils voulaient dire par enquêter sur les divorces signifiait prendre des mesures pour réduire les taux de divorce, au lieu de construire des mécanismes efficaces pour protéger les femmes de la violence. Cela montre clairement la mentalité de l'AKP où les femmes et les enfants peuvent être systématiquement soumis à la violence

tant que l'institution familiale sacrée n'est pas brisée.

Le combat continue

L'une des principales questions inscrites à l'ordre du jour des femmes l'année dernière était une proposition de motion visant à adopter une amnistie pour les auteurs d'abus sexuels sur mineurs. Cette motion scandaleuse, qui avait été soumise au Parlement turc en 2016, a été retirée après des émeutes de femmes dans toute la Turquie. Cependant, la même motion a été proposée à nouveau en 2020 et la question n'est pas encore réglée ; sauf que les femmes sont plus fortes et plus organisées qu'auparavant. La plateforme établie contre cette motion rassemble désormais 340

organisations féminines et LGBTI sous le nom de «Plateforme des femmes pour l'égalité».

Les objectifs du pouvoir et de ceux qui gravitent autour de lui sont clairs : les hommes devraient obtenir la garde des enfants, non au partage égal des biens en cas de divorce, non à la pension alimentaire, la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes devrait être éliminée, retrait de la Convention d'Istanbul, etc. Ils ont eu tout le pouvoir médiatique et les ressources financières pour exprimer leur haine contre la Convention d'Istanbul dont ils n'ont aucune idée et tout ce qu'ils peuvent dire, c'est que «la Convention promeut l'homosexualité» !

Bien sûr, le débat autour de la Convention d'Istanbul est en ce moment l'agenda principal en Turquie en termes de droits des femmes. Mais la Convention n'est que le sommet de l'iceberg. Cependant, les femmes en Turquie sont plus organisées que jamais, malgré le défi de lutter contre une mentalité qui détient la majorité absolue du Parlement et domine chaque sphère de la vie. Les femmes continuent d'œuvrer pour parvenir à l'égalité non seulement dans le domaine juridique, mais dans tous les domaines de la vie ; et elles n'abandonneront pas le combat pour vivre dans l'égalité et à l'abri de la violence et de la discrimination.

Sanem Ozturk, traduction Henri Wilno

ISRAËL Un premier bilan des élections législatives

Le point de vue de Meir Margalit, historien et urbaniste résidant à Jérusalem.

L'aube du mercredi 24 mars a été orageuse, peut-être comme une indication de la tempête politique qui se prépare à la suite des résultats des élections législatives de la veille. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas qui sera le Premier ministre d'Israël, car aucun des deux blocs en lice n'a réussi à réunir les 61 sièges nécessaires pour former un gouvernement. La seule chose qui soit claire, c'est que les résultats soulignent à nouveau ce que nous savions déjà : la droite balaie Israël, tandis que la gauche n'est plus que l'ombre d'elle-même.

L'extrême droite se développe

Le plus inquiétant est que la nouvelle droite qui s'est formée lors de ces élections sera beaucoup plus extrémiste que celle qui composait le gouvernement précédent : pour la première fois, des représentants de la droite la plus extrême sont entrés au Parlement, y compris un parti de nature clairement fasciste [Otzma Yehudit] et un autre ouvertement homophobe [Noam]. Désormais, l'extrême droite ne sera plus une exception, mais une partie légitime de la scène politique israélienne.¹

Pour comprendre le poids réel de la droite, il est nécessaire de préciser que les termes utilisés par les médias, qui divisent les deux grands blocs en «droite» et «gauche», prêtent à confusion. La plupart des partis qui composent le bloc d'opposition sont loin d'être de gauche au sens strict du terme. Le parti Yesh Atid de Yair Lapid, qui est devenu le deuxième plus grand parti d'Israël, se définit comme étant du «centre», mais sur les politiques liées au conflit palestinien il partage les mêmes positions que le Likoud de Netanyahu. Avigdor Liberman, leader du parti des émigrés russes, n'est pas moins à droite que Netanyahu, et seule la haine personnelle les sépare. Le parti Bleu Blanc du général Benny Gantz, qui était jusqu'à peu ministre de la Défense dans le gouvernement de Netanyahu, n'est pas différent de la droite sur les questions palestiniennes, tandis que le parti de Gideon Sa'ar, une scission du Likoud, composée d'opposants internes à la direction de Benjamin Netanyahu, est, sur le plan idéologique, une réplique du Likoud.

Les Palestiniens dans le viseur

Il reste donc les 13 sièges des travaillistes et du Meretz, qui représentent un peu plus de 10 % du Parlement, et la Liste arabe unifiée, avec six sièges, qui a perdu la moitié de sa force électorale en raison de la scission du Mouvement islamique conservateur dirigé par Mansour Abbas [avec quatre sièges] et de l'incapacité à attirer aux urnes la population arabe, déjà lassée des promesses non tenues.

La combinaison de la prospérité économique et du populisme bon marché, ainsi que la gestion brillante de l'opération de vaccination (qui est en fait un produit du service de santé créé par les travaillistes, service que Netanyahu n'a pas réussi à détruire), ainsi que l'image d'un leader tout-puissant que Netanyahu véhicule, ont aveuglé une population qui cherche à se raccrocher à toute figure qui inspire la sécurité. Cela montre jusqu'où la prétendue «seule démocratie du Moyen-Orient» est tombée bas. Si Netanyahu forme un gouvernement dans les prochains jours, nous assisterons à une forte détérioration des droits civils des [Palestiniens d'Israël]. À partir de là, la route vers un autoritarisme de plus en plus totalitaire, et donc antidémocratique, n'est pas longue. La démocratie israélienne sera perdante, mais ceux qui paieront le prix de ces élections seront les Palestiniens, qui devront faire face à une nouvelle vague de confiscations, de colonies, de démolitions et autres barbaries, que ce gouvernement a toujours été heureux de réaliser, mais qu'il entreprendra désormais avec plus d'élan.

Meir Margalit

1 – Deux partis religieux orthodoxes doivent encore être mentionnés : le Judaïsme de la Torah avec sept sièges et le Shas avec neuf sièges. Publié sur le site Sin Permiso. Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

SUISSE Malgré l'évacuation de la ZAD de la colline, la fête continuera

Depuis près de six mois, plusieurs dizaines de personnes occupaient la colline du Mormont, près de Lausanne. Ce site naturel est menacé par l'extension d'une carrière de calcaire. Des recours en justice ont été formés par des associations, qui bloquent le projet, mais l'évacuation de la ZAD a commencé le 30 mars.



que le quotidien reste sinistre mais rentable.

Chez les Verts aussi, on fait grise mine. Pour qui aurait des doutes sur la capacité de l'écologie de gouvernement à changer le monde, Béatrice Métraux [dirigeante des Verts] a clarifié les choses dans *24 Heures*. Interrogée sur sa position à propos de la ZAD, en tant qu'écologiste, elle répond, droite dans ses bottes : «Je suis d'abord conseillère d'État.» Et quid des enjeux environnementaux que soulèvent la carrière Holcim et, plus largement, la production

de milliards de tonnes de ciment chaque année ? La ministre se réfugie derrière la «loi» de l'offre et de la demande : si l'on produit du ciment, c'est qu'il y a des «besoins». Mais oui, qu'on est bête.

«Ni ici ni ailleurs»

Fétichisme du droit et des institutions, soumission aveugle aux exigences de la marchandise, tout y est. On se demande quel genre de grand écart intellectuel doivent réussir les élus verts (et PS) qui s'aventurent à soutenir publiquement la ZAD. Peut-être vaudrait-il

la peine de se souvenir de cet épisode dans un an, au moment des prochaines élections cantonales, quand les discours et les bonnes intentions écologistes fleuriront sur les affiches de campagne.

En attendant, la ZAD a besoin de notre soutien matériel et symbolique, à l'aube d'une période qui, festive ou non, n'en sera pas moins crispante. Matériel, eau, nourriture ne seront pas de trop pour tenir les jours ou semaines à venir. Et, au moment de l'évacuation, la présence d'un maximum de monde aux abords de la ZAD sera le principal moyen de maintenir la pression sur le personnel politique. Quelle que soit l'issue du bras de fer avec Holcim et le Canton, d'autres luttes fleuriront, partout où la marchandise et ses adeptes continueront à réduire le monde à une source de profit. «Ni ici ni ailleurs» ont clamé les zadistes, face à l'un des principaux représentants d'un mode de vie voué à rejoindre bientôt les poubelles de l'histoire.

Guy Rouge

1 – Cet article a été écrit juste avant le début de l'évacuation de la ZAD. Paru dans le n° 385 de *solidarités* (Suisse).

Le 20 mai 1871, dans le jardin des Tuileries, se tenait une grande fête. Alors que les obus versaillais tombaient sur la place de la Concorde et que l'armée d'Adolphe Thiers pénétrait dans Paris, alors que se préparait une répression sanglante, un concert au profit des veuves et des orphelins battait son plein. La météo aidant, la foule était venue danser à deux pas de la fusillade. Inconscience ? Folie ? Cohérence plutôt : la Commune de Paris fut une fête jusqu'au bout.

Un siècle et demi plus tard, fin mars 2021, la ZAD de la Colline, qui tente d'empêcher le géant Holcim de réduire à néant les richesses naturelles du Mormont, se prépare à une expulsion imminente¹.

Où sont les Verts ?

Depuis fin février, un barrage policier empêche les voitures de ravitailler les zadistes, et fin mars les forces de l'ordre seront susceptibles d'intervenir à tout moment. En guise de veillée d'armes, une troupe de clowns est venue mimer l'évacuation et laisser deviner une résistance sous le signe de l'humour et de la bonne humeur. Là aussi, une fête se prépare. Et en face ? En face, justement, la joie n'a pas l'air d'être au rendez-vous. Le syndic PLR de la commune de La Sarraz tourne en boucle depuis six mois : budget, taxes, emplois, ressources, production, argent. La colline peut bien disparaître, les sols suisses s'artificialiser à l'infini et, pourquoi pas, le monde s'effondrer, pourvu

LIEUX CULTURELS OCCUPÉS



UN MOUVEMENT QUI S'ANCRE DANS LA DURÉE

PLUS DE 90 THÉÂTRES ET LIEUX DE CULTURE OCCUPÉS!

Voilà maintenant plus de trois semaines que le mouvement d'occupation des théâtres et lieux de culture se poursuit et s'amplifie, montrant sa détermination à en découdre face à un gouvernement qui continue de faire la sourde oreille.

Une délégation (CGT spectacle, une occupante de l'Odéon, CGT chômeurEs, Collectif des précaires hôtellerie, restauration, événementiel) a été reçue vendredi dernier par le directeur de cabinet du ministère du Travail. Il a écouté attentivement, s'est dit « intéressé » par certaines revendications (comme l'insertion des jeunes), sur d'autres il a assuré qu'il « y travaillait » (un plan de relance du secteur de la culture), et il « cherche des solutions » pour soutenir caisses sociales en difficulté dans le champ du spectacle... bref encore de la langue de bois pour éviter de refuser tout simplement d'accéder à nos revendications. Par contre, ce qui a clairement été affirmé, c'est qu'« une nouvelle prolongation d'un an est une ligne rouge à ne pas franchir ». Et pour cause... comment accorder une telle chose aux ressortissantEs des annexes 8 et 10 quand on prévoit au 1^{er} juillet une destruction globale historique de la protection chômage des plus précaires ?

Construire un mouvement interprofessionnel

Les occupantEs ont donc bien raison d'inscrire au cœur de leurs revendications la lutte pour l'abrogation de l'ensemble de la réforme de l'assurance chômage. Mais pour obliger le gouvernement à céder sur une réforme qui prévoit à moyen terme 2,5 milliards d'économie sur l'assurance chômage, il faudra un mouvement bien plus large et s'étendant à d'autres secteurs de la société.

Parce que cette réforme, pour le gouvernement, c'est trois en un : 1 – des économies massives sur le dos des précaires... 2 – ... en baissant drastiquement le montant des allocations des plus précaires, cela les pousse à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix dans n'importe quelles conditions, parce que pour les travailleurEs à caractère discontinu, il sera impossible de vivre de ses allocations Pôle emploi ; 3 – une telle réforme va pousser beaucoup de précaires hors du salariat : moins le salariat permet l'accès à des droits fondamentaux, plus il devient naturel d'accepter l'auto-entrepreneuriat et c'est ainsi que l'« ubérisation » va galopant. Construire un mouvement interprofessionnel pour mettre fin à cette réforme est donc bien à l'ordre du jour. Les cadres intersyndicaux et interpro sont souvent sommeillants, mais l'ardeur du mouvement peut aider à les réveiller. Les vendredis de la colère, réussis dans de

nombreuses villes de France, sont un point d'appui pour mobiliser plus largement, au-delà des seuls précaires de la culture. Il serait, par exemple, utile que les directions confédérales puissent s'en saisir dans un avenir proche.

Poser la question de la grève du secteur

Les différentes organisations syndicales vont-elles continuer encore longtemps de « soutenir » le mouvement d'occupations ? Quand vont-elles devenir partie prenante de son élargissement à d'autres secteurs ? Quand est-ce que Martinez va scander lui aussi : « Occupez, occupez, partout où vous voulez ! » ? Mais sans attendre il faudra aussi, de l'intérieur des lieux de culture, commencer par construire un appel à la grève massive de touTEs les salariéEs et agentEs des secteurs culturels (aussi appelées « équipes permanentes »). C'est une des conditions pour passer un

cap dans la construction du rapport de forces... Car aujourd'hui les salariéEs « permanentEs » des théâtres sont, en dehors de la grève, condamnés à rester spectateurEs du mouvement, ou à y participer sur leurs temps de pause. C'est une situation somme toute assez confortable pour les directions des théâtres dont le fonctionnement quotidien n'est par conséquent pas réellement bouleversé par les occupations. Alors certes, on entend déjà l'argument sur le fait qu'une grève pourrait fragiliser encore plus un secteur déjà fragile. Mais sans grève, nous n'obtiendrons jamais les centaines de milliers d'euros sans lesquels beaucoup des lieux de culture devront tout simplement fermer, ou réduire encore leurs équipes. Construire la grève dès maintenant dans nos milieux, c'est se donner les moyens militants de sauver le secteur culturel de demain.

Marie Prégeant

SYMPHONIE À L'ODÉON : « L

Le théâtre de l'Odéon est occupé depuis le 4 mars. Suite à un compromis trouvé avec la direction, le nombre d'occupantEs reste stable et fonctionne par roulement et renouvellement régulier des forces militantes. Dans ces conditions particulières, le risque d'une occupation, parce que ce sont des moments fatigants, prenant, est celui de l'épuisement et de l'isolement. Mais il faut également rappeler que ce sont aussi pour toutes et tous des instants très riches et satisfaisants d'échanges, de discussions entre camarades et collègues, un foisonnement politique et créatif dont les vidéos qui parviennent depuis l'intérieur laisse entrevoir la richesse à celles et ceux qui sont à l'extérieur.



EnferméEs... mais pas isoléEs

Même si la majorité des occupantEs sont de fait des travailleurEs des secteurs culturels plutôt du spectacle (vivant et enregistré), sont également présentEs des précaires et intermittentEs du travail d'autres secteurs (hôtellerie, guides conférenciers...) Toutes et tous se retrouvent ainsi autour de la revendication centrale du retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage, tandis que se déclinent, par ailleurs, d'autres revendications plus spécifiques autour des droits sociaux dans les secteurs culturels (droits maternité, reconduction de « l'année blanche »), ou autour des conditions d'ouverture et d'exercice des lieux culturels. Tous les jours des prises de parole s'organisent de l'intérieur et vers l'extérieur par le biais de grandes assemblées générales, baptisées « Agoras » et se déroulant d'ailleurs... devant le fronton « à

l'antique » du théâtre qui donne sur une large place piétonne. Tous les jours à 14 h, se succèdent prises de parole, musiques, chants, textes de théâtre, témoignages de solidarité, récits d'autres secteurs en lutte dans un grand et souvent joyeux mélange. Samedi dernier, 26 mars, l'Agora ne dérogeait pas à cette tradition. On n'y attendait rien moins qu'un orchestre symphonique et ses nombreuses et nombreux musicienEs et chanteurEs issus des « ensembles parisiens » venus jouer en solidarité avec le mouvement d'occupation.

« Silence, ici on lutte ! »

Mais c'était sans compter sur l'analyse sans politique ni poésie du représentant de la préfecture sur place ! Dans le fatras des règles de ce confinement qui n'en est pas un, existe une loi qui autorise les réunions politiques dans l'espace public, mais pas les événements artistiques. Tant que les manifestantEs ne font que causer, cela reste de la politique... Si elles et ils commencent à jouer ou chanter, on est dans le festif. « Un orchestre,

À LA COMÉDIE DE VALENCE, ON OCCUPE ET ON S'ORGANISE

À Valence, nous occupons la Comédie depuis le 15 mars. L'occupation, comme dans de nombreux lieux, a été actée et organisée avec la direction. Cette dernière nous impose la présence d'un agent de sécurité ainsi qu'une jauge réduite (10 personnes la journée / trois personnes la nuit). Le théâtre étant excentré, nous tenons nos AG au centre-ville, sur le parvis du théâtre municipal. Pas d'AG donc sur le lieu d'occupation. Voilà pour la situation générale.



DR

Une semaine, deux semaines...

L'occupation a d'abord été portée par les militantEs syndicaux engagés localement dans cette lutte : SUD Culture Solidaires, SYNPTAC CGT, un camarade du SFA CGT et un camarade de la CNT, hors secteur spectacle vivant. La première semaine a été rude. Manque de relais sur l'occupation, toute l'énergie militante était captée par l'organisation matérielle et humaine de l'occupation et la préparation de l'AG du lendemain. Le flou de la situation n'a pas aidé : occupation consentie, présence d'un agent de sécurité 24/24h et direction cherchant, au motif que le gardiennage coûte cher, à nous faire abandonner l'occupation de nuit et promettant que les portes

du théâtre nous seraient toujours ouvertes en journée.

La deuxième semaine a été beaucoup plus joyeuse et déterminée. Plus de monde, de nouvelles têtes, les bases posées la première semaine ont porté leurs fruits. Quasiment chaque matin ont eu lieu des temps d'ateliers (banderoles, actions, écriture texte, répétition flashmob sur la musique de HK...), prémisses de ce qui est en train de devenir des commissions. Nous sommes passés à trois AG par semaine. À noter également, une présence plus large qu'uniquement syndicale dans la logistique, l'organisation et les prises de parole. Le problème qui se pose à nous est de savoir comment articuler ensemble revendications culturelles et revendications sociales.

À chaque AG il y a de nouvelles personnes et systématiquement elles prennent la parole pour dire qu'elles ne comprennent pas pourquoi nous parlons si peu de la réouverture des lieux et tant des questions sociales et de la convergence avec d'autres secteurs. Cela nous prend un temps infini de tout ré-expliquer, de retracer toutes les étapes par lesquelles nous sommes passés pour en arriver là. Cela empêche cruellement d'avancer. La troisième semaine, qui s'ouvre, sera décisive à cet égard. Le travail des commissions permettra peut-être d'avancer sur ces questions et de préparer une action pour le prochain vendredi de la colère contre la réforme de l'assurance chômage.

Samaël Steiner

LE PEUPLE UNI NE SERA JAMAIS VAINCU!»



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

c'est forcément culturel, ça ne peut pas être revendicatif!» Il n'en fallait pas plus au préfet pour menacer l'Agora d'évacuer la place par la force à la moindre note entamée ! L'orchestre a tenu bon... évidemment ! Décidé à jouer... Piqué au vif par l'entêtement du préfet à refuser de comprendre la dimension (d'autant plus !) politique de l'ultimatum. Les occupantEs et leurs soutiens y furent évidemment transportés par la musique qui ne s'élevait cette fois que pour nous. L'orchestre a fini d'ailleurs, après presque 30 minutes de concert, en forme de pied de nez, sur une version épique et symphonique du chant révolutionnaire « El pueblo unido » que la foule autour a repris en chœur avec une vive émotion.

À eux les violons, à nous les crécelles ?

Une anecdote qui pourrait être cocasse si elle n'était pas si révélatrice de deux conceptions politiques et artistiques. Une fanfare pourrait donc être revendicative et politique, mais pas un orchestre symphonique ? Un clown de rue,

mais pas un comédien classique ? La culture serait-elle réservée à certainEs, et le « sens » politique à d'autres ? La bourgeoisie est bien trop habituée à accaparer la « grande culture » qu'elle produit et reproduit pour elle-même. Elle oublie trop vite que « sa » culture est faite par des travailleurEs issues de la classe ouvrière, sous-payés, précarisés, abandonnés depuis bien longtemps déjà. La nature transgressive d'unE ouvrierE qui se réapproprie son outil de travail et décide de l'utiliser pour le bien collectif est également à la portée des travailleurEs des arts et de la culture.

Souvenez-vous, il y a à peine un an, lorsque les danseuses et les musicienEs de l'Opéra Garnier (et partout ensuite en France) étaient

sortis sur le parvis pour jouer et danser devant les grévistes mobilisés pour le maintien de notre système de retraites... Tous les yeux s'étaient alors tournés vers elles et eux, et vers notre lutte commune. À travers ces performances, au cours de la lutte actuelle, c'est également une double redécouverte : il y est, en effet, vital de redécouvrir cette fonction politique et populaire à l'art et son « utilité » dans la lutte... Mais il y est tout aussi essentiel que cette nouvelle génération de précaires et de travailleurs et travailleuses de la culture redécouvre à travers cette lutte que leurs réalités professionnelles et leurs intérêts ne sont pas différents de celles de l'ensemble de la classe ouvrière.

Manon Boltansky

AGORA À LA VILLETTE

Dans la foulée de l'occupation de l'Odéon, des élèves du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris se sont réunis en AG devant la Halle de la Villette, à l'appel du collectif La Crécelle¹. L'ordre du jour n'y est pas – encore ? – aux occupations mais les élèves ont voulu se réapproprier leur quartier en organisant chaque semaine des Agoras². S'y succèdent des prises de parole et de la musique, de la danse, des marionnettes, des lectures de textes. Beaucoup viennent au rendez-vous pour assister à l'Agora mais s'agrègent aussi les promeneurs du dimanche, des familles, des habitantEs du quartier.

Nous rappelons dans nos prises de parole que nous sommes là en tant que partie prenante du mouvement d'occupation et l'accent est beaucoup mis sur le mot d'ordre d'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. Mais il y a aussi un enjeu en soi à se réapproprier nos lieux de vie. La pandémie n'a pas dit son dernier mot et il nous faut apprendre à vivre ensemble malgré elle, à créer du lien entre nous, se rencontrer, se parler. Et voilà sur nos Agoras que la musique et l'art retrouvent cette fonction politique essentielle : permettre aux gens de se rencontrer.

Correspondante

1 – <https://blogs.mediapart.fr/la-crecelle>

2 – Sur les réseaux sociaux : Agora Paris Villette

À AVIGNON, LA FABRICA OCCUPÉE

Mardi 24 mars, avant la conférence de presse du Festival d'Avignon, cinq représentantes du Collectif unitaire 84 – une musicienne, une maître d'hôtel, une guide conférencière, une étudiante et une comédienne – ont annoncé l'occupation de la FabricA, après concertation avec Olivier Py, directeur du Festival.

LES FRANÇAIS EN MANQUE DE CULTURE



CHARMAG

« Pas de réouverture sans droits sociaux »

L'occupation a débuté aussitôt par une Agora rassemblant 80 personnes, dont beaucoup d'« ancienEs » de la Coordination intermittents et précaires 84 (CIP),

mais aussi d'autres précaires, suivie d'un atelier banderoles, qui ornent désormais les grilles de la salle de répétition du Festival. Samedi, la manif festive alternant séquences artistiques et prises de parole était très réussie.

Le discours de la maire d'Avignon appelant à la réouverture des salles a été habilement contré par celui de la camarade du collectif unitaire rappelant le mot d'ordre « Pas de réouverture sans droits sociaux » et insistant sur le retrait de la réforme de l'assurance chômage.

Au bout de 4 heures, la déambulation a fini magnifiquement. Le cortège s'est rassemblé place du palais des Papes, investie par des groupes d'artistes muets et vêtus de noir, répartis sur la place autour d'un pianiste masqué, interrompu par une marionnette géante qui a traversé la foule encore assez nombreuse...
Jean-François Jézéquel

LA VIOLENCE DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Le système français [d'assurance chômage] est d'une très grande complexité. Il suffit de consulter la documentation de l'Unédic pour comprendre qu'il est plus facile d'établir la feuille de paie d'un salarié que le montant de l'allocation d'un chômeur. Le diable est donc dans les détails.

Le premier volet de la réforme consiste à modifier le mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR) qui détermine le montant des allocations. Jusqu'à, ce calcul était fondé sur le salaire annuel perçu par un salarié lors de ses périodes d'emploi : on divisait les rémunérations perçues les douze derniers mois par le nombre de jours travaillés sur cette période. Le nouveau calcul consiste à prendre en compte les rémunérations perçues sur deux ans – et non plus un an – et à les diviser par le nombre de jours travaillés auquel on ajoute désormais les jours chômés. « Le résultat est "mathématique" : en comptabilisant les périodes non travaillées – et en remontant plus loin dans le passé professionnel – la moyenne s'effondre. Le SJR est plus bas. Et avec lui, les allocations chômage »¹.

Jusqu'à 43% de baisse

Dans sa version initiale, le projet prévoyait même de prendre en compte l'intégralité des périodes non travaillées, ce qui aurait conduit à diviser par quatre les allocations dans les cas les plus défavorables. Le Conseil d'État a censuré cette clause par une décision du 25 novembre 2020, constatant que le montant du salaire journalier de référence pourrait « varier du simple au quadruple en fonction de la répartition des périodes d'emploi au cours de la période de référence », ce qui entraînerait « une différence de traitement manifestement disproportionnée au regard du motif d'intérêt général poursuivi ». Dans sa version actuelle la baisse ne pourra pas dépasser 43%.

La cible visée par cette mesure est la pratique imputée à certains salariés consistant à alterner contrats courts – leur permettant de « recharger » leurs droits – et périodes de chômage indemnisés. Le patronat et ses économistes affiliés dénonçaient depuis longtemps le « scandale de l'optimisation des chômeurs ». Muriel Pénicaud, alors ministre du Travail, avait même déclaré,

lors d'un débat parlementaire, que l'on peut « rester indéfiniment au chômage en travaillant un jour sur deux » et finalement gagner plus en étant chômeur qu'en travaillant. Outre le fait que ce constat est mensonger², le véritable scandale est que cette pratique est le plus souvent mise en place à l'initiative de l'employeur qui y voit l'instrument d'une gestion fine de ses effectifs.

Les précaires sont les plus exposés

La deuxième modalité de la réforme porte sur les conditions à remplir pour avoir droit à une indemnisation. Jusqu'à, il fallait avoir cotisé quatre mois au cours des 28 derniers mois. Avec la réforme il faudra avoir cotisé plus longtemps (six mois) et sur une période plus courte (24 mois). Le gouvernement fait valoir qu'en contrepartie les chômeurs seront indemnisés plus longtemps. Cependant les auteurs d'une remarquable étude sur l'histoire de l'assurance chômage depuis 60 ans observent à l'aide d'un simulateur que « cette meilleure couverture dans la durée est très loin de compenser l'effondrement des montants perçus, contrairement à ce que le gouvernement avançait »³. Ils en viennent à se demander si l'assurance chômage est « encore une assurance chômage pour les salariés à l'emploi discontinu ». On voit qu'en dépit de leur caractère apparemment secondaire l'impact sera particulièrement violent dans la période actuelle où ce sont justement les précaires qui ont été le plus exposés à la privation d'emploi. Le troisième volet de la réforme introduit la dégressivité des indemnités des chômeurs qui avaient les salaires les plus élevés : elles devraient baisser de 30% au bout du septième mois. Mais cette mesure a été suspendue pour l'instant.

La sinistre équation de la réforme

Une étude d'impact de la version initiale de la réforme a été menée par l'Unédic. Elle estime à

2,24 millions le nombre d'entrants à l'assurance chômage durant la première année de la réforme. 37% d'entre eux, soit 840 000 allocataires seraient impactés⁴. Les baisses d'allocation liées à la réforme iraient de 7% à 50% selon la trajectoire passée de l'allocataire (son « rythme de travail »), la perte moyenne étant évaluée à 24%.

Cette réforme est d'autant plus pernicieuse qu'elle intervient dans un contexte de crise et de pertes d'emplois. Le choc de la pandémie a évidemment conduit à un déficit aggravé de l'Unédic : ses recettes ont baissé avec la masse salariale sur laquelle elles sont calculées et avec le moratoire sur les cotisations des entreprises les plus en difficulté. Quant aux dépenses, elles ont évidemment augmenté avec le nombre de personnes indemnisées, mais aussi parce que l'allocation d'activité partielle versée aux employeurs (autrement dit la prise en charge des salariés en chômage partiel) est à la charge, pour un tiers, de l'assurance chômage.

Les dépenses devraient atteindre 38,4 milliards d'euros en 2021, mais la réforme devrait permettre d'économiser un milliard. Autrement dit, on va réduire de moins de 3% les dépenses de l'assurance chômage grâce à une réforme qui va dégrader la situation de 37% des chômeurs. Telle est, en fin de compte, la sinistre équation de cette réforme.

Michel Husson

Version intégrale sur alencontre.org, sous le titre « Réforme de l'assurance chômage en France : la violence sociale par décret »

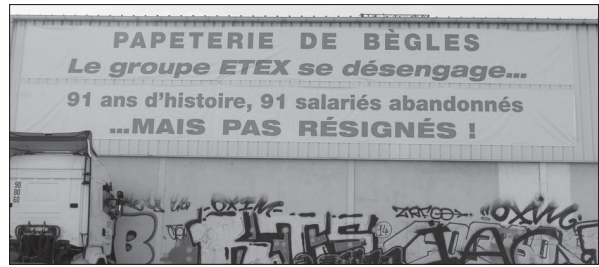
1 – Cécile Hautefeuille, « La réforme de l'assurance-chômage donne la priorité à la baisse des allocations », *Mediapart*, 19 février 2021.

2 – Henri Sterdyniak, « Peut-on gagner plus en étant chômeur qu'en travaillant ? », *Mediapart*, 10 mars 2019.

3 – Mathieu Grégoire, Claire Vivès, Jérôme Deyris, Quelle évolution des droits à l'assurance chômage ? 1979-2020, IRES, mai 2020.

4 – Selon une nouvelle note de l'Unédic, ce sont en réalité 1,15 million de demandeurs d'emploi qui pourraient voir leur allocation chômage diminuer avec la réforme (NDLR).

BÈGLES (GIRONDE) Pour le maintien des emplois, la réquisition de la Papeterie est la seule solution réaliste



Après l'usine Ford, c'est la Papeterie de Bègles qui ferme ce mois-ci. Le groupe Etex, propriétaire, licencie 91 salariéEs, sans compter un certain nombre d'emplois induits qui disparaîtront dans la foulée.

C'est la répétition d'une histoire semblable à tant d'autres. Un capitaliste (belge celui-là) décide de se désengager parce qu'officiellement l'activité est déficitaire, d'après son calcul évident. Démonstration est encore faite qu'un groupe peut recevoir des subventions publiques pendant des années et tout arrêter quand bon lui semble. Et face à ce cynisme habituel des capitalistes, il y a le «laisser-faire» scandaleux des pouvoirs publics. Aucune intervention notable ni de l'État ni des collectivités territoriales, toujours confortablement installées dans leur impuissance.

Assurer la continuité de l'activité

Certes, il y a eu quelques mots du maire EÉLV de Bègles et une déclaration du président PS de la Métropole, comme quoi ils travailleraient à un maintien de l'activité. Mais rien de sérieux n'a été entrepris, à part des tables rondes ou autres réunions aussi rituelles qu'inefficaces.

Il n'est jamais question de confrontation pour imposer quoi que ce soit à l'industriel, ni pour récupérer l'argent public, ni pour lui imposer une quelconque responsabilité sociale. Alors que la solution est clairement dans la prise en main de l'outil de travail, la réquisition, pour permettre aux salariéEs mettre en œuvre leur projet qui assurerait une continuité de l'activité et la préservation de tous les emplois. Et la «crédibilité» d'un tel projet dépend du soutien des pouvoirs politiques, un peu comme pour les «Fralib» (1336) du côté de Marseille.

Les salariéEs résistent comme ils peuvent, trouvent les appuis qu'ils peuvent, s'accrochent et refusent de se résigner. Forcément, dans la période actuelle c'est très compliqué, on le voit pour les Fonderies de Bretagne ou du Poitou, pour les GMS en Creuse ou les Bosch en Aveyron. Il manque la pression forte d'en bas, l'expression d'une colère large et convergente pour bousculer les pouvoirs politiques, pour imposer les expropriations ou les réquisitions collectives. Si les capitalistes ne savent pas quoi faire des usines, les salariéEs et la population réunies ont à la fois le savoir-faire et les idées pour produire toutes les choses si utiles, nécessaires voire urgentes.

Philippe Poutou

COVID-19 Faut-il fermer les écoles ?

Vendredi 26 mars au soir, Jean-Michel Blanquer a annoncé un protocole sanitaire renforcé alors que la situation épidémique est dramatique dans de nombreux établissements, en particulier en Île-de-France. Effectivement, en Seine-Saint-Denis de nombreux établissements se retrouvent dans des situations de clusters, sans que le gouvernement ne daigne faire quoi que ce soit en dehors des effets d'annonces...

On le sait depuis plusieurs semaines maintenant : la situation épidémique dans de nombreux départements de France est devenue incontrôlable. Samedi 27 mars, en Seine-Saint-Denis (le département le plus touché en France métropolitaine), le taux d'incidence était de 777,7 pour 100 000, alors qu'au pic de l'épidémie de seconde vague en novembre, il ne dépassait pas 570. Depuis quelques semaines, mais plus encore ces derniers jours, les chiffres de l'Éducation nationale montrent une augmentation croissante des taux de positivité dans les écoles : on a vu s'accroître le taux d'incidence, sur la tranche d'âge 0-14 ans, de 31% la semaine dernière. Ce n'est un secret pour personne, bien que le gouvernement ait essayé de nombreuses fois de faire croire le contraire, le virus circule bien dans les écoles.

Des droits de retrait et de la colère

Dans nombre d'écoles, de collèges et de lycées c'est en réalité une situation de cluster qui a été mise au jour. Un pourcentage allant de 10 à 40% des enseignantEs testés positifs, de nombreuses classes en éviction, l'éviction des personnels cas contacts et souvent aucun remplacement prévu. C'est comme cela qu'on se retrouve avec des classes bondées dans les écoles, les élèves de certaines classes étant répartis quand leur professeurE manque à l'appel. En collège et en lycée, le manque d'effectif est criant, alors que le climat est anxiogène.

Blanquer a proposé au rectorat, dans ses annonces vendredi soir, de recruter plus de remplaçantEs. Plus de contrats précaires donc à envoyer dans les établissements les plus touchés par le covid, qui se trouvent aussi être dans les endroits les plus pauvres. Parce que l'on sait que c'est dans ces établissements que les protocoles sanitaires sont plus que jamais impossibles à

BLANQUER
DÉMISSION!

QU'ILS
VIENNENT
ME CHERCHER!



CHARMAG

appliquer, parce que les masques sont défectueux et il n'y en a jamais assez. Parce qu'il manque de tout : d'agentEs pour désinfecter correctement l'ensemble des classes, de budget, d'espaces pour permettre un mètre entre chaque élève (deux pour le variant anglais). Depuis le début de la semaine dernière, ce sont ces établissements dont les professeurEs se sont mis en droit de retrait à Aulnay-sous-Bois, Drancy, La Courneuve, Montreuil, Sevran et Saint-Denis. Dans chacun de ces établissements touchés de plein fouet par la situation sanitaire, le droit de retrait a été refusé par le rectorat de l'Académie de Créteil estimant que le protocole sanitaire «couvrirait les agents». Pourtant, pour ne prendre qu'un exemple, au lycée Eugène-Delacroix à Drancy, ce sont vingt parents d'élèves qui sont décédés depuis le mois de mars dernier des suites du Covid-19. En refusant les droits de retrait le rectorat explique en réalité aux professeurEs et personnels de l'Éducation nationale qu'ils et

elles peuvent bien tomber malade, leurs élèves et leurs proches aussi, rien de plus ne sera fait.

Vers la fermeture des écoles

Dans ces établissements, les profs en droit de retrait réclament une fermeture temporaire afin de faire retomber l'épidémie. Souvent, la demande est aussi relayée par les représentantEs de parents d'élèves tant la situation est dramatique. Le gouvernement répète alors que le confinement n'est pas bon pour les apprentissages, et que cela creuse les inégalités. Et c'est complètement vrai. En particulier pour les établissements scolaires d'éducation prioritaire, on sait déjà ce que sera le coût d'une fermeture même temporaire. Mais des réponses avant d'en arriver là, il y en avait. Tout de suite à la sortie du premier confinement, il y aurait pu avoir embauche massive de profs, titularisation de l'ensemble des contractuelE, assistants d'éducation (avec un statut), agentEs d'entretien. On aurait pu réduire les effectifs de classe, repenser le temps de travail. Puis en octobre-novembre, il était possible d'accepter de travailler en demi-groupes comme le demandait l'ensemble des profs et non seulement en lycée. C'était aussi possible de prévoir une campagne vaccinale en priorisant aussi les professions

régulièrement en contact avec le virus, donc l'Éducation nationale. Plutôt que de réprimer, de mettre des couvre-feux inutiles, de criminaliser les sorties entre amiEs, il était possible de faire autrement. Aujourd'hui, malheureusement, il faut fermer les écoles qui se trouvent dans les départements les plus touchés, réduire les programmes, faire une campagne de dépistage ainsi qu'une campagne vaccinale de toute urgence.

Blanquer démission !

Vendredi, face aux annonces d'un énième durcissement du protocole sanitaire impossible à appliquer, #BlanquerDémission se trouvait dans les principales tendances sur Twitter. Sauf que sur le terrain la situation est plus complexe en termes de mobilisation. Si le SNUIPP a déposé un préavis de grève pour cette semaine afin de couvrir les possibles grèves dans les écoles, la réaction syndicale est assez faible et la possibilité de se coordonner est pour l'instant très difficile. Bien sûr, la situation objective est difficile, entre les collèges en éviction et la difficulté de maintenir des cadres collectifs dans cette crise. Cependant, nous n'avons pas le choix, c'est seulement le rapport de forces qui nous permettra de gagner, avec la mise en place d'AG ou d'heure d'info syndicale, afin de le construire.

Mimosa Effe

L'Anticapitaliste la revue Le n°124 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

NUCLÉAIRE Déchets radioactifs : non au recyclage !

Les autorités s'apprêtent à lever l'interdiction d'utiliser les matériaux contaminés issus du démantèlement des installations nucléaires.

En 2002, au terme d'une intense campagne de mobilisation, la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) avait obtenu l'interdiction, inscrite dans le Code de la santé publique, de l'ajout délibéré de substances radioactives dans les aliments, les biens de consommation et les produits de construction. Des dérogations restaient possibles, mais le recyclage des matériaux contaminés ne pouvait se faire qu'à l'intérieur des installations nucléaires.

«Des risques sanitaires importants»

Ce principe est aujourd'hui remis en question, sous la pression des industriels qui souhaitent pouvoir écouler à bon compte les ferrailles issues du démantèlement des installations nucléaires. Les autorités s'apprêtent en effet à autoriser le recyclage des déchets radioactifs métalliques dans le domaine public.

Le discours officiel se veut rassurant (tout serait sous contrôle, les niveaux de risque seraient négligeables, etc.). Mais comme l'écrit la CRIIRAD, «cette



vision idyllique ne résiste pas à l'analyse : les niveaux de contamination autorisés induiront des doses plus élevées qu'annoncé et des risques sanitaires également plus importants (et pour partie encore inconnus)».

Il est encore temps de bloquer ce projet, en participant à la campagne lancée par la CRIIRAD¹.

Commission nationale écologie

1 - Pour en savoir plus :
<http://www.criirad.org/mobilisation/campagne-2021.html>

NANTES

Les livreurEs en colère

La lutte contre les plateformes, ou comment sortir l'eau des pierres.

À Nantes, la colère des livreurEs Uber Eats et Deliveroo s'était rendue une première fois visible le 21 novembre 2020 par une manifestation de près de 200 livreurEs en scooter klaxonnant dans la ville. Cette colère était provoquée par la baisse continue de leurs revenus depuis 2017. L'arrêté de la mairie de Nantes du 8 mars 2021, interdisant aux scooters thermiques d'accéder aux voies piétonnes où se trouvent la très grande majorité des restaurants, a de nouveau provoqué la colère. En laissant leurs scooters hors de la zone du centre-ville, les livreurEs ne peuvent aligner plus de huit courses, avec en moyenne

– chiffres issus des discussions en assemblée – entre 30 à 40 euros brut par jour ! Avec les remboursements des prêts, les taxes... et les amendes, il est impossible de gagner sa vie en travaillant.

La construction d'une force

Le 8 mars s'est tenue une assemblée de plus de 100 livreurEs mobilisés. À ce groupe s'ajoute un nombre de grévistes restés chez eux difficile à évaluer, mais de l'ordre d'une grosse centaine, d'après les estimations indicatives des militantEs de la lutte. Sur les 700 livreurEs de la ville, dont près de 350 n'ont que cette activité pour vivre, la mobilisation est significative.

ÉCOLOGIE **Marches climat: en mars, ça repart!**

À la veille de la discussion du projet de loi « Climat et résilience » à l'Assemblée nationale, il fallait marquer le coup et montrer notre exigence de mesures fortes dans la lutte contre le réchauffement climatique. Qui peut encore croire que les objectifs que la France s'est fixés seront atteints? Le futur projet gouvernemental ne permettra pas de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40% d'ici 2030. En sachant que l'objectif européen est une baisse de 55%, et que les scientifiques recommandent une réduction de 65%...

Une Convention citoyenne? Et hop, y'a plus rien!

Comme l'ont dit les organisations impliquées: « *Le gouvernement, après s'être renié sur de nombreux sujets et avoir été reconnu coupable d'inaction climatique, a mis de côté ou considérablement amoindri les propositions de la Convention citoyenne pour le climat que cette loi était censée reprendre.* » Et il est indispensable de reprendre la rue. Par un tour de passe-passe bien rôdé, Macron a cru enfumer son monde en créant la Convention citoyenne pour le climat. Les 150 participantEs tirés au sort ont proposé 149 mesures pour faire baisser les émissions de GES. La loi Climat et résilience les avait déjà copieusement dénaturées. Après son passage en commission spéciale de l'Assemblée, la loi est encore plus rabougriée à coup d'exceptions (sur

Après les marches mondiales du 19 mars, plus de 600 organisations avaient appelé à près de 200 évènements en France le 28 mars. Des dizaines de milliers de manifestantEs se sont retrouvés dans les rues, malgré la crainte de la pandémie, malgré les mesures sanitaires strictes.



DR

les consignes de verre), de recul (sur la rénovation énergétique), de délais (sur l'artificialisation des terres), d'exclusion (du e-commerce). Quant aux mesures sur la pub, c'est Publicis qui a tenu le stylo... La future loi ne permettrait même pas de faire 10% du chemin à parcourir pour ralentir le réchauffement.

«La justice climatique est synonyme d'un changement social radical»

Cette déclaration d'une porte-parole de Youth for Climate liant urgence climatique et changement social montre que l'idée de sortir du système capitaliste gagne du terrain, se discute, se partage. Le rapport entre justice sociale et justice climatique

est de mieux en mieux compris, évident. Le fameux « *Fin du monde, fins de mois, même combat* » des Gilets jaunes est plus que jamais d'actualité.

Les organisations impliquées dans les marches climat exhortent les députés, qui discutent du projet de loi Climat et résilience depuis le 29 mars, à agir, « *notamment s'agissant de la rénovation thermique des bâtiments, de la réglementation de la publicité et de l'utilisation des engrais azotés, du recours aux menus végétariens dans la restauration collective, de la lutte contre l'artificialisation des sols, de la limitation des vols intérieurs en avion ou la responsabilité climat des grandes entreprises* ».

Nous n'avons pas grand chose à attendre de ces débats, les députés LREM majoritaires, fidèles aux ordres du chef, vont voter une énième loi inutile pour le climat, mais bien conforme aux intérêts des capitalistes, qui ne changera en rien la politique des secteurs si fortement émetteurs de GES: logement, transports, industries pétrolières, gazières, chimiques, armement, publicité, énergie.

Défendons un programme écosocialiste!

C'est le moment! L'urgence climatique met en accusation Macron et sa politique criminelle. Le lien est fait avec sa politique de destruction du service public de santé, inhumaine à l'égard de la jeunesse, autoritaire, raciste et ultra-répressive. Partout des projets inutiles et imposés sont combattus par un nombre grandissant de personnes, projets sortis d'un modèle de développement de plus en plus contesté. Il est grand temps de mettre en avant cette volonté nouvelle et forte d'en finir avec le système, de rebâtir d'autres modèles sociaux et économiques. Macron et tous les « *Macron compatibles* » n'atteindront pas les colères et la volonté de transformation des sociétés.

Commission nationale écologie

Cette échéance correspond à la date traditionnelle de la fin de la trêve hivernale, ce qui signifie le retour des expulsions locatives. Mais depuis mars 2020, rien ne va plus. La crise sanitaire et sociale est passée par là: le gouvernement a été obligé de reporter la fin de la trêve 2020 au 10 juillet, tant la situation de nombreux et nombreuses locataires était critique, refusant toutefois de faire de cette année une année blanche pour les expulsions. Les procédures judiciaires se sont poursuivies.

Mobilisations diverses

Mais le virus poursuit son chemin ravageur, par vagues successives, et le gouvernement ne peut pas faire comme si de rien n'était: il a été contraint de reporter une nouvelle fois la sortie de la trêve à la fin mai 2021, petit répit dérisoire pour les locataires endettés.

LOGEMENT **Des milliers de manifestantEs pour un droit fondamental**

Le 27 mars était la journée européenne de mobilisation sur le logement. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans toute la France pour exiger le respect de ce droit.

Mais cette trêve ne concerne pas les squatteurs. On se souvient du campement des migrantEs de la Porte de Paris à Saint-Denis qui a été évacué brutalement en novembre 2020, ainsi que de la charge brutale de la police contre celles et ceux qui avaient tenté quelques jours plus tard de s'installer place de la République pour rendre visible leur situation. En réaction plusieurs associations (DAL, UTOPIA 56...) ont depuis réalisé des occupations de lieux pour mettre à l'abri des personnes à la rue et exiger de l'État des réquisitions: écoles désaffectées,



NPA

Hôtel-Dieu, et dernièrement de nouveau la place de la République à l'occasion de la « *nuit solidaire* » où 480 personnes ont obtenu un hébergement au bout de quelques heures d'occupation sous le regard des médias. Plus difficile est la situation des squats installés dans des friches industrielles de la Plaine Saint-Denis (le Landy sauvage). La fringale immobilière des municipalités PS de Paris, Saint-Ouen, Saint-Denis, du Grand Paris et de l'État, les poussent à faire le ménage avant 2024. Cela ne se fera pas sans résistance.

JMB

RATP **Les salariéEs face au Covid et aux attaques patronales**

Le transport du virus va bon train. Chaque jour, des photos de rames de RER et de bus bondés, de quais de métro où les usagerEs sont collés comme des sardines circulent sur internet.

Le plan de transport décidé par la direction de la RATP depuis quelques semaines est celui des périodes de vacances avec une réduction globale du trafic. Or c'est l'inverse qui serait nécessaire pour éviter les attroupements et permettre de maintenir une certaine distance! Au lieu de renforts par des recrutements dans l'urgence, les machinistes, qui se sont déjà fait voler cinq jours de congé en mai dernier, se retrouvent au chômage partiel deux jours par mois, payé en partie par l'État. Ce qui permet aussi à la Régie d'en profiter pour réduire, voire supprimer, certaines primes (de nuit par exemple) qui composeront une partie non négligeable du revenu des agentEs.

Les obsessions de la direction

Ces dernières semaines ont été marquées par l'apparition de variants plus contagieux du virus et une explosion des contaminations dans les dépôts, en particulier chez les machinistes. Pas de quoi faire sourciller la direction qui, le 15 février, a imposé le retour de la vente de tickets à bord des bus, suspendue depuis mars 2020, en faisant fi des objections de l'inspection et de la médecine du travail.

C'est en moyenne trois tickets qui sont vendus par service, soit six euros; une très faible partie du chiffre d'affaires. Il n'y a pas de petit profit! Et cerise sur le gâteau: les plexiglas qui avaient été installés sur les postes de conduite à l'automne, et qui protégeaient un peu les machinistes, ont tous été retirés et empilés dans les dépôts.

Zéro pointé sur les mesures sanitaires! Ce qui n'empêche pas la direction de fliquer les salariéEs à l'aide de leurs précieuses « *mouches* », agents en civil de la brigade de surveillance du personnel, qui collent des rapports à celles et ceux qui ne portent pas correctement le masque par exemple. La responsabilité individuelle des agentEs est constamment mise en avant par la communication interne, mais cela ne semble pas s'appliquer aux chefs qui, pour certains, ne se privent pas de petits repas et autres festivités... ce qui a conduit à sept cas positifs au dépôt des Bords de Marne par exemple!

Mépris pour les agentEs en première ligne

Alors que les agentEs se prennent en pleine face les conséquences diverses de ces mois sous Covid, la direction de la RATP vient d'annoncer son refus de verser la prime Covid suggérée par le gouvernement au prétexte que les salariéEs auraient « *bénéficié* » du chômage partiel et qu'une prime d'intéressement sera versée au mois de mai 2021. Mais – car il y a toujours un « *mais* » avec ces primes arbitraires – elle sera versée au prorata des jours travaillés. Les collègues absents pour « *garde d'enfant* », « *vulnérables* » au Covid ou tout simplement en arrêt maladie ne la toucheront qu'en partie. Les « *premiers de corvée* » n'ont décidément rien à attendre de la générosité patronale ou gouvernementale, mais à aller chercher ce qui leur est dû!

Marina Kuné

Les premières discussions sur l'organisation sont apparues et les premiers clivages aussi. Cela se révélera par la confusion survenue suite au vote l'après-midi d'une grève d'une semaine, et son annulation sans concertation par un porte-parole autoprotégé. Mais cette péripétie, qui a suscité une certaine démoralisation, a été compensée le soir par l'intervention d'un noyau d'une quarantaine de livreurEs auprès des restaurateurs, des collègues, et un premier contact avec la mairie: ce sera la première affirmation d'une équipe déterminée regroupant les plus précaires des livreurEs.

Les premiers acquis de la mobilisation

Des réunions quotidiennes des livreurs mobilisés sont organisées, avec des décisions collectives qui engagent. La grève d'une semaine devenant caduque,

l'objectif se concentre sur les week-ends, créneaux qui ont le plus de commandes avec le mardi. Le vendredi suivant, un atelier était organisé pour faire les pancartes, et c'est à une soixantaine qu'une manifestation a été organisée, pour sensibiliser la population et les restaurateurs avec des tracts spécifiques, en prenant la parole aussi devant l'opéra Graslin occupé par les intermittentEs. Des adjoints de la mairie étaient présents, et une promesse de rencontre a été évoquée. La lutte gagne en visibilité, en popularité, mais c'est le soir qu'un seuil est franchi. Une sortie avec une centaine de livreurEs est décidée, et tout le monde est conscient des difficultés: la police enchaîne les amendes en journée, en soirée après le couvre-feu, mais aussi les menaces physiques de la BAC. Avec des livreurEs sans papiers les risques sont évalués, pesés, et c'est

l'organisation de la manifestation nocturne qui garantira le succès.

Construire un rapport de forces

Faire reculer la mairie sur l'arrêté municipal, en ménageant des ouvertures le midi et le soir, n'est qu'un premier combat. Les revendications des livreurEs formulées dans un tract tourment aussi autour du statut de salarié, que ce soit sur la prise en charge des soins, des accidents, ou la garantie d'un revenu minimum par jour (le chiffre de 40 euros par jour est dans les têtes, et porté par les collègues de l'Oise). Établir que l'application informatique (comme sa suppression) constitue le lien de subordination, et donc le caractère juridique du salariat, est une piste juridique intéressante, mais seul un rapport de forces national sera en mesure d'imposer ces revendications, et sans doute d'autres à venir.

Correspondants



DR

Paris**Un meeting sous Covid, une franche réussite**

La coordination parisienne du NPA a organisé samedi 27 mars un meeting qui a rassemblé environ 150 personnes sur une place du 20^e arrondissement. Un succès qui montre qu'il est possible de faire de la politique même dans la période actuelle.

Le feuillet a duré plusieurs semaines pour savoir si la préfecture allait autoriser la réunion. Nous pensions que celle-ci allait profiter de la situation pour interdire une réunion politique. Mais il n'en a rien été, et c'est tant mieux.



NPA

Déconfiner la parole et l'action anticapitalistes

Marie, camarade occupante de l'Odéon, qui est intervenue lors du meeting, a d'ailleurs souligné le fait que la préfecture voulait interdire à un orchestre de jouer de la musique au rassemblement qui avait lieu quelques minutes avant, sous prétexte que cela le transformerait en événement festif! C'est donc manifestement dans l'illégalité que nous avons chanté l'*Internationale* à la fin de notre initiative... Le meeting a permis de rassembler les secteurs en lutte en ce moment : une camarade de la santé revenant sur la situation de pénurie dans les hôpitaux, une camarade expliquant les mobilisations contre la loi «séparatisme», les politiques liberticides et islamophobes, un camarade de la Ville de Paris racontant la lutte pour la défense du temps de travail face à la mairie Hidalgo, un camarade étudiant présentant les difficultés sociales que rencontre la jeunesse depuis maintenant un an...

Enfin, une camarade du comité exécutif du NPA est intervenue pour rappeler la nécessité d'organiser partout la résistante face aux politiques destructrices mises en place par le gouvernement et le patronat. Ce premier rendez-vous anticapitaliste en plein air en appelle évidemment d'autres. Cela faisait des mois que l'on n'avait pas pu regrouper les militantes et les militants qui se posent concrètement la question de l'affrontement avec le gouvernement, en dehors des manifestations de masse, de réunions de militantEs déjà convaincuEs dans des locaux ou sur Zoom. La parole et l'action anticapitalistes ne sauraient rester confinées plus longtemps, spécialement en ces temps de commémoration de la Commune de Paris. Nous espérons faire vivre cette politique dans les semaines qui viennent, dans d'autres arrondissements et avec d'autres intervenantEs, mais toujours pour porter le même mot d'ordre : reprenons la rue, organisons-nous, Macron démission!

Correspondants

En terme qualitatif, d'abord, ce week-end a été marqué par des débats riches sur la nécessité de combattre le fascisme. Le topo de notre camarade Rodrigo Cruz du PSOL a décrit le cataclysme mortifère qu'est le bilan de Bolsonaro qui s'apparente sur certains aspects à un génocide des pauvres et des «minorités de genre». En France, nous analysons qu'entre 2002 (avec le «front républicain» contre Le Pen) et 2020 (avec la loi «confortant les principes républicains» en faf-à-faf avec Le Pen), il y a eu 2012, La Manif pour tous et la recomposition de l'extrême droite, de la droite traditionaliste et des groupuscules néofascistes.

L'antifascisme n'est pas un surplus moral

Ces discussions ont permis de faire un retour sur l'incapacité du mouvement ouvrier, depuis plusieurs années, à contrer l'extrême droite et à comprendre l'enjeu de la montée réactionnaire en 2012. Si les partis, organisations politiques, syndicats, associations, féministes, antifascistes et anticapitalistes et du monde ouvrier avaient fait fermer sa gueule à l'extrême droite à ce moment là, les musulmanEs ne subiraient pas aujourd'hui ce que nous avons subi en 2012, et l'extrême droite ne serait pas aux portes du pouvoir exécutif. Ces discussions autour de l'extrême droite étaient très importantes car l'antifascisme n'est pas un surplus moral. Pour les personnes LGBTI, la montée de l'extrême droite voire son entrée au pouvoir a des conséquences concrètes sur nos vies.

Nous avons pu débattre à cœur ouvert sur les questions de santé, du VIH/sida au covid, de la santé mentale pas assez prise au sérieux, de nos lieux communautaires qui ferment provisoirement, ou définitivement, de notre isolement, de nos morts.

Cela a été l'occasion de discuter de quelle solidarité internationale construire avec les LGBTI persécutés du monde entier et qui puisse s'extraire d'une vision ethnocentrique et impérialiste qui renforce la théorie

Le NPA est-il le nouveau parti des trans pédés gouines ?

Les rencontres nationales LGBTI du NPA du week-end des 13 et 14 mars ont été un franc succès. On peut se le dire pour se faire plaisir, parce que c'est notre ressenti, parce que ça fait du bien, mais on peut se le dire aussi parce qu'il y a des raisons matérielles qui permettent de le penser.



NPA

fumeuse du choc sexuel des civilisations et d'un homonationalisme colonisateur.

Une orientation unitaire et lutte de classe

Nous avons démontré l'urgence de notre politique sur les questions «trans-pédés-gouines». Notre orientation est une orientation résolument lutte de classe, c'est à dire qui ne tombe ni dans le travers de la seule lutte contre les «discriminations», menée par une sociale-démocratie pinkwashée ni dans celui de la seule traque aux «privilèges»,

par un mouvement post-moderne individualiste (nous entendons le post-modernisme comme l'ensemble des courants de pensée critique qui ont abandonné l'idée que la lutte des classes serait le moteur de l'histoire et donc porteur du changement de société). Notre orientation est centrée sur la question des oppressions et donc des mécanismes qui structurent la société. Dans les débats on a (approximativement) cité Ken Loach : «Voyez une souris qui ne peut s'échapper de la roue dans laquelle elle tourne, sans cesse. Le problème, ce n'est pas la souris, c'est la roue.»

Ce que nous devons démonter pièce par pièce, c'est la roue. Mais notre orientation c'est aussi une orientation unitaire qui veut regrouper largement dans la lutte l'ensemble du mouvement LGBTI, féministe, antiraciste et du mouvement ouvrier autour d'objectifs communs en commençant par les marches des fiertés et la lutte pour une PMA qui ne soit pas une loi au rabais et qui inclut les personnes trans.

Remontés à bloc

D'un point de vue quantitatif, nous avons été plus de 70 participantEs étalés sur le week-end, en présentiel et en visio, avec des profils et des parcours assez différents, dont certainEs nous rejoignent dans la bataille (bienvenue!) et des sympathisantEs enthousiastes prêts à participer ponctuellement aux échéances. Nous observons que notre fonctionnement en «parti de militantEs», si cela nous protège d'une forme de bureaucratie et d'une tendance électoraliste du parti d'électeurEs, peut également effrayer et rebuter d'éventuels sympathisantEs, nous pensons qu'il est important de nouer des liens de solidarité avec l'extérieur du parti, de faire participer toutes les bonnes volontés qui ont de la sympathie pour le NPA et son action.

Nous ressortons de ce week-end lessivéEs, mais avec une énorme sensation de «bol d'air frais», nous sommes remontésEs à bloc pour résister aux LGBTIphobies, aux violences communautaires, pour préparer les échéances des prochains mois. La prochaine fois, puisqu'on vous le dit... venez!

Commission LGBTI**Perpignan****Création de VISA66, un cadre unitaire contre l'extrême droite**

La construction de la riposte à l'extrême droite se poursuit dans le département Pyrénées-Orientales/Catalogne nord avec en ligne de mire la tenue du congrès national du RN début juillet (pour désigner leur candidatE pour 2022).

Une conférence de presse a eu lieu vendredi 26 mars pour annoncer la formation et les initiatives de VISA66, regroupant plusieurs structures départementales syndicales, avec des équipes bien motivées : CGT, USR, FSU, SNES, SNUipp, Solidaires, CNT, Confédération paysanne. Il y a eu une bonne couverture de la presse (TV, radio et presse quotidienne écrite...). Ci-dessous le communiqué de presse annonçant la création de VISA66.

Communiqué de presse

Les syndicats des Pyrénées-Orientales CGT, CNT, Confédération paysanne, FSU et Solidaires ont décidé de rejoindre l'association nationale VISA (Vigilance et

Initiatives syndicales antifascistes) et de créer au niveau de notre département VISA 66. Les scores élevés du FN puis du RN dans notre département depuis plus de 30 ans ainsi que la récente élection de Louis Aliot à la mairie de Perpignan montrent combien le discours d'extrême droite s'est installé durablement dans notre société et ne peut que nous alerter sur le danger grandissant qu'il représente, y compris au niveau du pouvoir central. Plus que jamais dans cette période de profondes crises, nous sommes à l'heure de tous les périls.

Derrière l'entreprise de dédaboli-sation du Rassemblement national (RN), nombre de prises de position et de mesures de Louis Aliot comme celles des autres maires

d'extrême droite expriment crûment le caractère dangereux et ultra-réactionnaire de leur politique : une obsession sécuritaire, un autoritarisme, un appauvrissement culturel, un mépris des pauvres, une haine des migrantEs, une glorification de la France colonialiste et raciste, comme en témoignent dernièrement la dénonciation par Aliot des commémorations de la fin de la Guerre d'Algérie et son négationnisme des crimes de la colonisation.

La politique, l'idéologie et les «valeurs» portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales. Nous avons une responsabilité particulière au sein du monde du travail pour y démasquer, dénoncer et

combattre ses pseudos solutions. Elles peuvent même se donner un vernis «social» mais elles sont bien ancrées dans la politique néolibérale du capitalisme qui jette tant d'entre nous dans le chômage et la misère, et elles détournent du nécessaire combat à mener en nous divisant et dressant les unEs contre les autres : les précaires, les migrantEs, les privéEs d'emploi, celles et ceux qui en ont un... Notre devoir est de défendre l'unité de tout le salariat, quels que soient son statut ou son origine, et de défendre, aux côtés des autres forces progressistes, les valeurs de la démocratie, de l'égalité et de la solidarité.

Nous annoncerons dans les prochains jours des initiatives en ce sens.



Roman

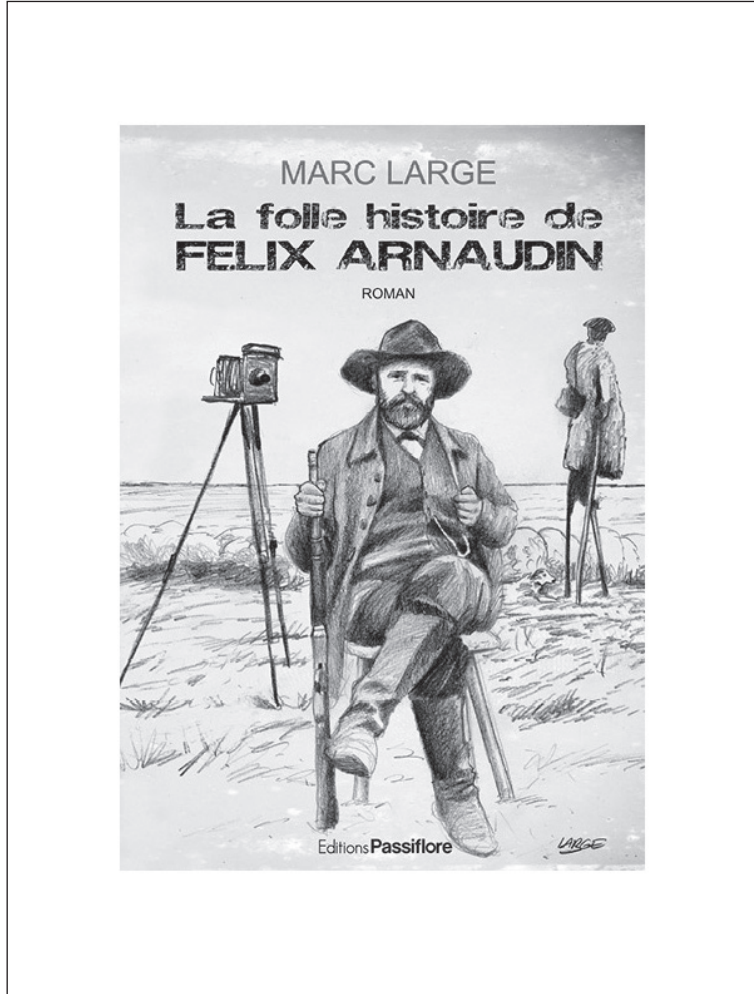
La folle histoire de Félix Arnaud, de Marc Large

Éditions Passiflore, 240 pages, 19 euros.

D'abord quelques mots sur l'auteur du livre, Marc Large, plus connu pour ses dessins de presse. Il a travaillé notamment pendant 13 ans comme pigiste, c'est-à-dire précaire, pour le quotidien régional *Sud-Ouest*, qui l'a licencié brutalement et injustement, en septembre dernier. Une histoire qui se poursuit logiquement aujourd'hui au tribunal des Prud'hommes... Marc avait participé au livre *Ford Blanquefort : même pas mort*, en soutien à la lutte contre la fermeture de l'usine, il avait aussi fait plusieurs dessins pour illustrer le journal de la CGT-Ford, *Bonnes Nouvelles*, durant les mois de bataille.

Les Landes avant la forêt industrielle

Mais si on parle de son roman, ce n'est pas pour le remercier encore une fois de sa solidarité. Car ce livre, sorti voilà déjà deux ans, est une découverte : celle d'une époque aujourd'hui révolue et d'une vie originale. Cette « folle histoire » est une belle histoire, émouvante, triste et aussi très intéressante. Elle raconte la vie de Félix Arnaud (1844-1921), né et mort à Laboueyre (Landes), un personnage atypique et sympathique par ses choix de vie et ses convictions, un humaniste. Il est resté connu pour ses photographies, pour son travail et ses recherches scientifiques, pour son témoignage de la vie des gens de son époque et de sa région. C'est son travail notamment qui a permis les reconstitutions des maisons landaises, d'un village et de son organisation, pour l'écomusée de Marquèze (à Sabres). Ça raconte les Landes, avant qu'il y ait la forêt, une forêt industrielle,



à l'époque de Napoléon III. À partir des années 1860, les pins vont coloniser des terres pastorales, où des bergers sur échasses et leurs familles vivaient de l'élevage des brebis. Il y avait alors des landes à perte de vue, on voyait même les Pyrénées de très loin. L'arrivée de cette forêt provoquera la destruction d'un mode de vie, la misère pour les paysans et pour une population déjà pauvre. Elle

provoquera en quelques années la disparition de la lande, de ses bergers et de ses brebis.

Félix Arnaud, un anticonformiste

Félix Arnaud en fut révolté. En ethnologue obsédé, il prendra des notes, énormément de notes, il se fera raconter par les gens du peuple, par les femmes aux lavoirs, par les bergers, toutes les petites

histoires, les contes, les croyances et les mœurs de ce « peuple » qui allait disparaître. Il photographiera beaucoup aussi pour témoigner encore, en montrant les visages des gens qu'il côtoyait. Issu d'une famille aisée, plutôt du côté des capitalistes exploités de la nouvelle forêt et responsables de la misère des paysans expulsés, Félix Arnaud s'en démarquera clairement, il s'y opposera, il vivra sa vie, anticonformiste et du coup marginalisé, il se battra dans tous les sens du terme pour vivre son amour avec Marie, une servante, ce qui était très mal vu et même inenvisageable à l'époque. Pour celles et ceux qui voudraient en voir et en savoir un peu plus, un livre de photographies de Félix Arnaud est paru chez Passiflore aussi : *Félix Arnaud, 100 ans après*.

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Essai

19 femmes : les Syriennes racontent, de Samar Yazbek

Pocket, 400 pages, 7,60 euros.

Dix-neuf témoignages de femmes, 19 explosions d'espoir et de désespoir de leur engagement dans le processus révolutionnaire syrien. On a bien sûr entendu et lu beaucoup de récits de ce qui est le plus terrible des « Printemps arabes ». Le choix de Samar Yazbek est de porter une parole exclusivement féminine. Ce livre est le produit d'entretiens avec 55 Syriennes. Parce que ces expériences pouvaient se répéter, elle en a retenu 19.

« Ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts »

À travers la parole directe de chacune, on revit leur révolution. Ces Syriennes vivaient dans les différentes villes du pays et dans les différents communautés. Elles étaient issues de milieux relativement aisés, la plupart étudiantes ou diplômées et conscientes que ce n'est pas la situation de la majorité des femmes du pays. Agées d'une vingtaine d'années à 70 ans au début de la révolution, seules deux d'entre elles avaient eu un engagement politique (pro-palestinien



et marxiste pour l'une et au Parti d'Action communiste pour l'autre), et il est frappant de découvrir comment, alors qu'elles ne se connaissent pas, leurs voix forment une voix de la révolution syrienne. Une voix féminine.

L'une d'entre elles le formule : « Ces femmes se sont rebellées sur plusieurs fronts : contre le régime, contre la société, contre la religion et les traditions, contre Daech et les groupes islamistes de l'opposition ». En effet, à travers leurs parcours, c'est tout le vernis « moderne » qui tendait à rendre relativement supportable aux classes moyennes la dictature des Assad père et fils qui vole en éclats. Cette dictature reposait et recouvrait une division d'une myriade de communautés confessionnelles qui partageaient un patriarcat écrasant. En s'engageant dans la révolution, ces femmes ont commencé à saper de fait les fondements de ce patriarcat et elles en ont subi la réaction dévastatrice.

« Ils ont perdu leur humanité, alors que moi, j'ai gagné la mienne »

Elles décrivent ainsi comment, après avoir osé occuper l'espace public, elles ont été rejetées hors des manifestations (pour les « préserver » bien sûr). Elles racontent les trésors d'imagination et de

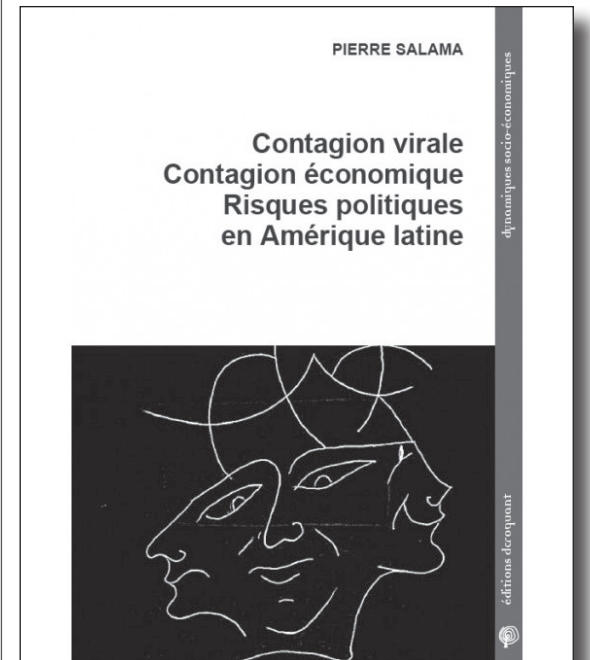
ténacité qu'elles ont découverts en elles-mêmes pour construire des réseaux de circulation de l'information, d'éducation, de solidarité pour survivre au quotidien sous les bombes dans les zones « libérées » ou avec la peur des terribles formes de répression dans les zones contrôlées par le pouvoir. Le plus souvent en passant d'une zone à l'autre au gré des soubresauts militaires et des tractations politiques — celles des forces se combattant sur le terrain mais aussi les puissances impérialistes qui jouaient leur propre partition à travers elles.

Il est impossible de rendre compte de toute la densité de ces histoires poignantes, de ces vies brisées de femmes qui ont dû fuir. Mais ce qui est particulièrement frappant, c'est qu'à travers le récit du carnage, ce qui émerge de la voix de ces femmes, c'est une fierté exprimée par l'une : « Ils ont perdu leur humanité, alors que moi, j'ai gagné la mienne ». Et c'est bien ce qui entretient l'espoir que le Printemps sera suivi d'autres saisons. Cathy Billard

Essai

Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine, de Pierre Salama

Éditions Du Croquant, 2021, 163 pages, 15 euros.



En 2020, la richesse nationale de l'Argentine était la même qu'en... 1974. Dans ce nouvel opus consacré à l'Amérique latine, Pierre Salama dresse une analyse détaillée de l'impact dramatique de la pandémie de Covid-19 dans le sous-continent. Un virus qui se déploie sur un « corps déjà malade », où se multiplient — après une décennie d'amélioration notable — les inégalités, les violences de classe, de genre et de race, l'affaiblissement des systèmes de santé ou encore les courants réactionnaires (tels que les églises évangéliques).

Urgence et course de vitesse

Le « tsunami » sanitaire est ainsi un facteur exogène qui précipite des tendances déjà à l'œuvre au sein du capitalisme dépendant latino-américain. L'économiste dénonce le danger mortel que constitue, dans ce contexte, ce qu'il nomme les « populismes d'extrême droite » (dont particulièrement Bolsonaro au Brésil), mais il souligne aussi sans détours les impuissances stratégiques des « populismes progressistes » : désindustrialisation, essor de l'économie de rente, montée en force de la corruption. Lumière d'optimisme malgré tout, la pandémie pourrait aussi être selon l'auteur « une opportunité pour changer en profondeur » dans une perspective qui rompt avec le « néo-capitalisme » actuel. Certes, mais pour qu'un tel scénario surgisse, seule une mobilisation d'ampleur des classes populaires articulée à des projets politiques émancipateurs pourrait ouvrir à nouveau les possibles. Les derniers mois montrent une dynamique contradictoire, où cohabitent à la fois la multiplication de révoltes et de mouvements sociaux explosifs dans plusieurs pays, mais aussi la fragmentation de celles et ceux d'en bas et la grande difficulté à construire des gauches anticapitalistes et écosocialistes dans la région, qui seraient massives, à la fois unitaires face aux droites et au bolsonarisme (ou à ses avatars), mais aussi offensives quant aux impasses et errements des « progressistes » (du lulisme jusqu'au chavisme). Une urgence et une course de vitesse qui est aussi la nôtre, en Europe.

Franck Gaudichaud



ABONNEZ-VOUS! (VOIR PAGE 12)

Après plus de 100 jours, les paysanEs poursuivent leurs protestations en Inde

Sushovan Dhar est membre du CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) en Inde. Pour l'Anticapitaliste, il revient sur la mobilisation historique des paysanEs en Inde.

Des organisations populaires dans diverses parties du pays continuent à manifester pour soutenir la lutte des paysanEs malgré les arrestations et les détentions. Après avoir secoué le nord de l'Inde, la grève générale a été l'occasion pour les paysanEs du sud de passer à l'action. Ils et elles ont répondu à l'appel du Samyukt Kisan Morcha au Bharat Bandh (grève générale) le 26 mars 2021 avec beaucoup d'enthousiasme et en organisant des fausses processions funéraires pour les trois lois agricoles adoptées de force par le gouvernement indien.

Mobilisations multiples

Auparavant, l'organisation des paysanEs du Karnataka avait lancé des appels à manifester pour dénoncer la loi sur l'accord de la garantie des prix et les services agricoles, la loi sur la promotion et la facilitation du commerce des produits agricoles et la modification de la loi sur les produits essentiels. Tenant leurs promesses, les paysanEs, accompagnés de syndicalistes solidaires, ont défilé dans les rues des districts de Mysore et de Gulbarga. Ils et elles exigeaient le retrait immédiat des lois ainsi qu'une garantie légale du prix de soutien minimum (MSP). Certains manifestants marchaient dans les rues, torse nu, pour mettre en garde contre les effets à long terme de ces lois sur leurs moyens de subsistance.

Dans l'Andhra Pradesh, les partis politiques ont également exprimé leur solidarité avec la grève. Des images de l'arrêt complet des activités dans certaines régions ont circulé sur les médias sociaux. Les travailleurEs du port maritime de Kakinada ont également manifesté avec des bannières. Pendant ce temps, les étudiantEs et les partisanEs de la lutte des paysanEs, qui avaient déjà exprimé leur solidarité avec la grève, ont organisé des manifestations pacifiques et des marches près de l'université du Pendjab, à Chandigarh. La grève a également été observée dans d'autres régions du pays.

Le mouvement et ses impacts

Le mouvement des paysanEs a modifié de nombreuses équations sociales. Une grande partie des paysanEs dans les États du nord de l'Inde (Haryana, Uttar Pradesh, Rajasthan et Punjab) estiment avoir fait une grosse erreur en votant pour le BJP [parti au pouvoir, dirigé par Modi]. Cependant, ce qui est le plus remarquable chez les participantEs, c'est qu'ils et elles ont surmonté des obstacles physiques et psychologiques pour prendre part à la marche. Neelam Rani Badhoan, une travailleuse du NREGA (une loi en Inde qui vise à offrir 100 jours de travail par an — non-qualifié, rémunéré au salaire minimum — aux individus



volontaires d'un ménage pauvre en zone rurale), a montré un bandage sur les ampoules de ses pieds, usés par la marche sous le soleil. Elle a quand même choisi de marcher : « *Maintenant, je n'ai pas un quota complet de travail dans le cadre du NREGA. Par conséquent, je dois travailler dans des fermes en tant qu'ouvrière agricole. Comment vais-je gagner de l'argent si les fermes sont données aux entreprises privées ?* » a-t-elle demandé.

Les manifestations paysannes actuelles contre les projets de loi sur l'agriculture ont récemment atteint 100 jours de lutte. Saluées comme l'un des plus grands mouvements populaires contre le régime à l'époque contemporaine, les manifestations sont au centre du discours public depuis un certain temps. Et ce, à juste titre. En janvier dernier, les paysanEs ont marché jusqu'à Delhi avec un rassemblement de plus de 100 000 tracteurs. Ils et elles poursuivent leur protestation dans la banlieue de Delhi où se déroule un satyagraha (résistance passive).

La question de la petite paysannerie et des travailleurEs agricoles

Au milieu des tonnes de désinformation propagées par les médias, la prise de conscience des conditions et de la détresse de la paysannerie indienne a été réelle. Et pourtant, certaines voix inaudibles ont échappé au discours populaire : la petite paysannerie marginalisée. Les deux questions, à savoir la suppression du prix de soutien minimum et la privatisation de l'agriculture, sont au centre des débats. On craint généralement que l'implication accrue des acteurs privés et la disparition des comités de marché des produits agricoles (APMC) ne finissent par faire disparaître les prix de soutien minimum et que les sociétés privées dictent entièrement leurs conditions sur le marché. Cependant, une grande partie de la population n'est pas concernée par ce discours. Les données suggèrent que seuls 5 à 6 % de la valeur des produits agricoles sont vendus au MSP, principalement dans quelques États du nord de l'Inde, qui se trouvent au cœur des protestations. De plus, la majorité de la production agricole n'est même pas vendue aux APMC. La vente aux commerçants privés, aux prêteurs d'argent, etc., existe bel et bien.

Environ 85 % du secteur agricole est composé de la petite paysannerie marginalisée. La plupart d'entre eux sont des travailleurEs sans terre ou détiennent une très petite portion de terre. Leurs moyens de

subsistance dépendent uniquement de l'agriculture. Leurs préoccupations vont bien au-delà des APMC et des MSP. Ils luttent pour obtenir simplement assez de ressources pour arriver à la fin de la journée, la plupart d'entre eux étant pris dans le cercle vicieux de la dette. En fait, le discours dominant autour des projets de loi sur l'agriculture exclut largement les répercussions de ces lois sur ce secteur marginalisé de la communauté agricole.

Une véritable crise

Le Premier ministre Narendra Modi affirme que ces lois permettront de doubler le revenu des agriculteurs d'ici 2022. Comme l'implication des capitaux privés est généralement saluée comme l'épitomé de l'efficacité, leur implication accrue promet un meilleur avenir pour la paysannerie. Cependant, il s'agit d'un rêve chimérique. Fondamentalement, car au cœur de la crise agraire qui menace le pays se trouve la dette des paysans et des travailleurs agricoles. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour comprendre pourquoi la dette est un cercle vicieux, en particulier pour les paysans marginalisés. Par exemple, dans une région indienne sujette à la sécheresse, un paysan peut avoir déjà promis sa récolte de 2023 à un certain prêteur, uniquement pour assurer sa subsistance en 2020. Ces cas sont nombreux dans tout le pays. Les projets de loi sur l'agriculture et le gouvernement abordent-ils ce problème, sans parler de le résoudre ? Non !

Le secteur agricole indien souffre sur de nombreux fronts. Les agriculteurs ont besoin de la stabilité et de l'assurance des prix, car les circonstances peuvent devenir bien pires pour eux. Le nombre élevé de suicides (plus de 400 000 depuis 1995) en est un exemple. L'arrivée d'acteurs privés, en particulier de sociétés, ne peut guère améliorer la situation, mais plutôt l'aggraver. L'agriculture contractuelle permettra à une poignée d'entreprises de contrôler la situation, ce qui réduira le pouvoir de négociation des agriculteurs. C'est un peu comme la pêche : les gros poissons mangent les petits.

Des enjeux cruciaux

Les modifications apportées à la loi sur les produits essentiels risquent de menacer la sécurité alimentaire de l'Inde. En outre, la répercussion sur les petits agriculteurs et les agriculteurs marginalisés peut leur coûter leurs moyens de subsistance. Il ne fait aucun doute que le secteur agricole du pays a besoin de réformes, mais les solutions proposées par le gouvernement ne résolvent pas les problèmes mais augmentent potentiellement la vulnérabilité de la paysannerie. Il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi les agriculteurs n'ont pas été consultés avant la promulgation de ces lois.

Leurs difficultés varient d'une région à l'autre et une approche unique n'a aucun sens. Les petits agriculteurs marginalisés ont besoin d'être protégés des prêteurs, de l'imprévisibilité du temps et de bien d'autres problèmes. Une garantie de prix doit être fournie sur le papier dans les projets de loi pour assurer la protection des agriculteurs contre la volatilité due à la manipulation et à la fluctuation des prix. Enfin, il est impératif de fournir aux agriculteurs les recours juridiques nécessaires pour les protéger de toute exploitation par les entités privées. Les protestations contre les projets de loi ont une valeur cruciale, non seulement pour l'avenir de l'agriculture, mais aussi pour le maintien de notre démocratie.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

AU HONDURAS, ON TUE LES ÉCOLOS. Juan Carlos Cerros Escalante, 41 ans, un des représentants du peuple indigène Lenca, a été abattu le 23 mars par des hommes masqués, devant ses enfants, dans la rue, près de la ville de San Antonio, dans le nord-ouest du Honduras, selon le quotidien La Prensa. Carlos Cerros était président d'un groupe de défense local, Communautés unies, et faisait campagne contre une centrale hydroélectrique dans la région. C'est la dernière en date des nombreuses attaques contre les écologistes dans ce pays, l'un des pays les plus dangereux au monde pour les militants de l'environnement, avec quatorze défenseurs de la terre tués l'année dernière, contre quatre en 2018, selon les données de l'ONG Global Witness.

En mars 2016, l'assassinat de Berta Caceres, lauréate du prix Goldman pour l'environnement, avait attiré l'attention internationale sur la violence contre les écologistes au Honduras.

Felix Vasquez, un militant écologiste lenca de longue date, a lui aussi été abattu par des hommes masqués devant des proches en décembre dernier à son domicile de Santiago de Puringla. Il luttait depuis des années contre les projets hydroélectriques et les abus fonciers et devait obtenir l'investiture du parti d'opposition Libre pour se présenter au Congrès. En décembre 2020 aussi, Jose Adan Medina, un autre défenseur de la nature, a été retrouvé criblé de balles dans un endroit isolé de la communauté d'El Volcan, également dans l'ouest du Honduras.

En plus des meurtres, Global Witness constate une augmentation significative des cas de violence non létale et d'intimidation, de détention injustifiée, ainsi que l'application et l'abus de lois et de politiques conçues pour criminaliser et intimider les défenseurs, leurs familles et les communautés qu'ils représentent.

Un rapport récent, qui a examiné la situation des défenseurs dans le monde entier, a révélé que les défenseurs des droits humains honduriens étaient les plus exposés à ces menaces. Ces tactiques sont employées pour empêcher les gens de s'exprimer. De plus, elles ne font pas les gros titres comme les assassinats, ce qui les rend d'autant plus utiles à ceux qui veulent écraser la dissidence.

« Au Honduras, les assassinats d'écologistes se multiplient », Reporterre, 27 mars 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org